

Crise politique au Mali : Propositions de l'Adema-PASJ pour une transition politique réussie

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 31 AOUT 2020

677

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



M5-RFP/CNSP

La clarification



Echec de la rencontre CNSP- Forces vives :
Le carton jaune !



Libération de Soumaila Cissé : Quand l'imam
Mahmoud Dicko rabat sa carte !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE!**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	M5-RFP/CNSP : La clarification	P.4
Brèves	L'imam Mahmoud Dicko : Plus de « chèque en blanc » au Mali CNSP/IBK : La fausse lettre de IBK au CNSP Haut Conseil Islamique du Mali : Chérif Ousmane Madani Haïdara se dote d'un Cabinet Projet de transition : Le M5-RFP a rencontré la junte militaire Mali : Rencontre avec l'imam Dicko, artisan de la chute d'IBK Concertation sur la transition : Après le report, les réactions Transition au Mali : La Cédéao maintient la pression	P.11 P.11 P.11 P.12 P.12 P.13 P.13
Actualité	Cour d'Assise : Accusé d'attentat à la pudeur sur Lalla Fofana 15 Gestion de l'ambassade du Mali à Addis-Abeba : Près de 16 millions FCFA d'irrégularités financières décelées Libération de Soumaila Cissé : Quand l'imam Mahmoud Dicko rabat sa carte !	P.15 P.16 P.17
Politique	Continuité de l'Etat : Un décret CNSP sans visa de la constitution Crise politique au Mali : Propositions de l'Adema-PASJ pour une transition politique réussie Echec de la rencontre CNSP – Forces vives : Le carton jaune ! Gestion de la transition : L'imam Dicko met en garde le CNSP	P.18 P.19 P.20 P.22
Culture & société	Que sont-ils devenus ? Maimouna Helène Diarra : Sous les vivats de la Rue publique Cinéma : Décès de Chadwick Boseman, star de "Black Panther", terrassé par un cancer	P.24 P.26
International	Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du FAD des 26 et 27 août 2020 : Communiqué final de la 55e Assemblées annuelles de la BAD et de la 46ème assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du FAD des 26 et 27 août 2020 Côte d'Ivoire / Démission du Préfet d'Abidjan : Voici la réaction de l'artiste chanteur, Meiway	P.27 P.29
Sport	Mamoutou Touré dit Bavieux, président de la Femafoot en exclusivité : "Le nouveau Centre technique sera l'un des plus grands et des plus modernes que la Fifa a financés en Afrique.	P.30



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



M5-RFP/CNSP : La clarification

Depuis le départ d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) le 18 août 2020, le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) cherchait sa voie. Au départ, les militaires avaient entamé une grande campagne de charme pour se faire accepter dans un climat qui était à la fois celui de la reconnaissance et de la sympathie pour les uns, et de la méfiance et parfois de l'hostilité pour les autres. Le CNSP ramait dans ce courant tumultueux tentant de contenir les vagues en ménageant toutes les parties, avant de publier un Acte fondamental, le 27 août 2020, où il prend effectivement le pouvoir. Dans la foulée de cette décision, le CNSP invitait les partis politiques de l'opposition, de l'ancienne majorité présidentielle et certaines faitières de la société civile, mais pas le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), à une concertation qui se voulait large. Pour protester contre cette décision qui l'excluait en tant qu'entité à part entière, le M5-RFP déclina l'invitation du CNSP, ce qui poussa celui-ci à reporter sine die ladite concertation et à recevoir le Mouvement historique pour clarification. A la suite de cette rencontre, Malikilé a pu se procurer un docu-

ment du Comité stratégique du M5-RFP intitulé Cadre de gestion de la transition démocratique au Mali.

Il n'y a plus aucun doute sur la volonté du CNSP de s'emparer totalement du pouvoir au Mali. En effet, les militaires viennent de publier un Acte fondamental, le jeudi 27 août 2020, mais daté du 24 août, qui consacre le Colonel Assimi Goïta comme chef de l'Etat. Selon le porte-parole du CNSP, le colonel Ismaël Wagué, « Pour assurer la continuité de l'Etat, il faut qu'il y ait un chef d'Etat. Cet acte permet de prendre le président du Conseil national comme le chef d'Etat » cela « lui permet d'assurer la continuité de l'Etat et préparer la transition ». L'Acte fondamental stipule que ses dispositions sont prises « en attendant la mise en place des organes de transition ». Cependant, pour le Professeur de droit Dr Bréhima Fomba, il s'agirait ni plus ni moins d'un coup d'état constitutionnel car nulle part dans le préambule il n'est fait référence à la Constitution de Février 1992. C'est dans cette foulée que le CNSP avait convié l'ensemble des forces vives du Mali en concertation samedi dernier, concertation déclinée par le M5-RFP pour

n'avoir pas été invité. Réalisant qu'il avait commis une bourde, le CNSP a dû reporter la rencontre à une date ultérieure avant de recevoir les membres du M5-RFP.

Satisfait de cette clarification qui lui donne la place qui lui revient, le M5-RFP a remis au CNSP un document intitulé « Cadre de gestion de la transition démocratique au Mali ». Ce document comporte six chapitres qui sont :

I - Introduction

Faisant l'historique de la contestation contre le pouvoir d'IBK, le document déclare que « Cette victoire doit être considérée comme une opportunité permettant de créer les conditions de la poursuite de l'objectif principal du M5-RFP, à savoir, la refondation du Mali, au cours de la Transition pour la refondation du Mali. Très souvent, poursuit le document, les fuites en avant ont conduit à adopter des demi-mesures de circonstances qui échouent à traiter les vrais problèmes de l'Etat et de la Nation et à offrir des solutions structurelles globales».

II - Charte de la Transition

Il s'agit pour le M5-RFP de « Définir les termes d'un accord politique (Charte de transition) pour organiser une période transitoire avec la volonté consensuelle des forces vives de la Nation pour concilier les institutions constitutionnelles avec les organes pertinents de la Transition ». Ainsi le M5-RFP propose les organes et institutions suivants qui devraient permettre la mise en œuvre la période transitoire :

- Le Président de la Transition, Chef de l'Etat;
- le Gouvernement de Transition (18 à 25 membres) ;
- Le Conseil législatif de Transition (100 membres) ;
- la Cour Suprême ;
- la Cour Constitutionnelle (reconfigurée) ;
- la Cour des Comptes (Obligation communautaire) ;
- le Haut Conseil Consultatif (fusion CESC et HCC qui seront supprimés) ;
- Organe de Gestion du Mécanisme de Veille de la Transition (25 membres)

III – Organes et Mécanisme de la Transition

- A- La Conférence des forces vives ;
- B- Le Président de la Transition Chef de l'Etat ;
- C- Le Gouvernement de Transition ;
- D- Le Conseil Législatif de Transition ;
- E- Les Assises Nationales pour la Transition ;

- IV – Mission et Mandat de la Transition ;
- V- L'Organe de Gestion du Mécanisme de Veille de la Transition ;

VI – Durée de la Transition

Dans le profond souci d'effectuer le travail de refondation de l'Etat du Mali, et au regard de la complexité, de la gravité et de la profondeur structurelle de la crise malienne, de l'importance des réformes politiques et institutionnelles à conduire, des exigences procédurales et des impératifs de temps liés aux différents processus de leur adoption imposent nécessairement une durée nécessaire de la Transition.

En raison de tout ce qui précède, la durée de la Transition sera entre dix-huit (18) et vingt-quatre (24) mois.

Il apparaît ici que des divergences existent



entre les exigences de la CEDEAO et les propositions du M5-RFP. En effet, le « Cadre de gestion de la transition démocratique au Mali » ne se détermine pas sur la qualité du futur Président de la Transition qui sera le Chef de l'Etat au contraire de la CEDEAO qui exclut que celui-ci soit un militaire en activité. Par ailleurs, l'Acte fondamental du CNSP stipule que c'est le Colonel Assimi Goïta qui est le Chef de l'Etat et partant de la Transition. Si cela ne contredit pas la proposition du M5-RFP tel n'est pas le cas de la CEDEAO qui exclut la participation des militaires au processus de la Transition. Des vergences subsistent également quant à la durée de la Transition. Si le CNSP propose une durée minimale de 2 ans - ce qui rejoint la proposition du M5-RFP - la CEDEAO table sur une durée maximale de 12 mois. Les raisons pour lesquelles le délai de 24 mois est nécessaire pour conduire une Transition acceptable qui pose les jalons du nouveau Mali ont été données par le M5-RFP et citées ci-dessus.

Ainsi le « Cadre de gestion de la transition démocratique au Mali » est un document de travail qui peut servir de base pour une réflexion le plus large possible. C'est une excellente chose que le M5-RFP et le CNSP se rejoignent sur certains points même si l'Acte fondamental publié par le second est une prise unilatérale du pouvoir par les militaires. En ne se déterminant pas sur l'état-civil du futur Président de la Transition, le M5-RFP fait une ouverture aux militaires. Cependant les Maliens sont partagés entre la gestion du pouvoir par les militaires ou les civils. Si l'on se réfère aux opinions des Maliens lors des micros-trottoirs réalisés par l'ORTM1, la radiotélévision nationale, et dont personne ne connaît la fiabilité de l'échantillonnage, une large tendance se dégage en faveur d'une Transition dirigée par les militaires du CNSP. Cela devrait faire réfléchir la CEDEAO d'autant plus que les Maliens penchent pour une Transition d'environ ans.

■ Diala Thiény Konaté



Aly Moro

"30 ans sur la scène publique, jamais pris en faute politiquement, Socialement, administrativement"
Me Mountaga Tall



Me Mountaga Tall persiste : "Je devais être Président de l'assemblée nationale en 2002, cest moi qui ai choisi IBK "

Nous avons créé "l'Espoir 2002" quand IBK était au Gabon dixit Me Mountaga Tall sur Africable.

Jeune Afrique

Transition, sanctions, libération d'IBK, négociations... Les chefs d'État ouest-africains doivent se réunir à nouveau ce vendredi pour évoquer le Mali. Entretien avec le représentant de la Cedeao à Bamako, Hamidou Boly, qui est au cœur de la médiation entre la junte et l'organisation régionale.



RFI Afrique

L'imam Mahmoud Dicko, leader du mouvement de contestation politique M5-RFP, dont il est l'autorité



morale, s'est exprimé sur les sanctions de la Cédéao et la future transition politique. Pour lui, cette transition devrait être dirigée par un « civil consensuel » et ne durer que 18 mois ou moins



Au Mali, la journée de samedi a été une journée de confusion. La coalition d'opposition M5-RFP a perturbé, en effet, les plans du Conseil national pour le salut du peuple (CNSP). La junte - qui a renversé le président IBK le 18 août dernier - devait organiser de vastes concertations sur la transition, à mettre en œuvre dans le pays, mais le M5 a exigé et obtenu, au préalable, une rencontre privilégiée. Elle a eu lieu samedi soir, dans le camp militaire de Kati. RFI a pu obtenir, ce dimanche 30 août, davantage de précisions sur le contenu des échanges.



Les militaires du CNSP ont reçu samedi soir une délégation du M5-RFP. Une rencontre organisée dans l'urgence, après que le M5-RFP avait reproché aux militaires putschistes de ne pas suffisamment les associer dans l'organisation de la transition politique à venir. Cette réunion n'a pas suffi à dégager une position commune, mais elle semble avoir permis d'apaiser, pour le moment, certaines tensions

Ibou SY

#ibrahim AG Hamadalamine propose Ceci pour un Mali nouveau :

Une transition dirigée par le Colonel Assimi Goita président du CNSP

Un technocrate PM Un Gouvernement de Mission composé de 23 membres dont 7 militaires 2 Maliens de la diaspora et 6 femmes puis un Conseil Législatif de 145 compatriotes

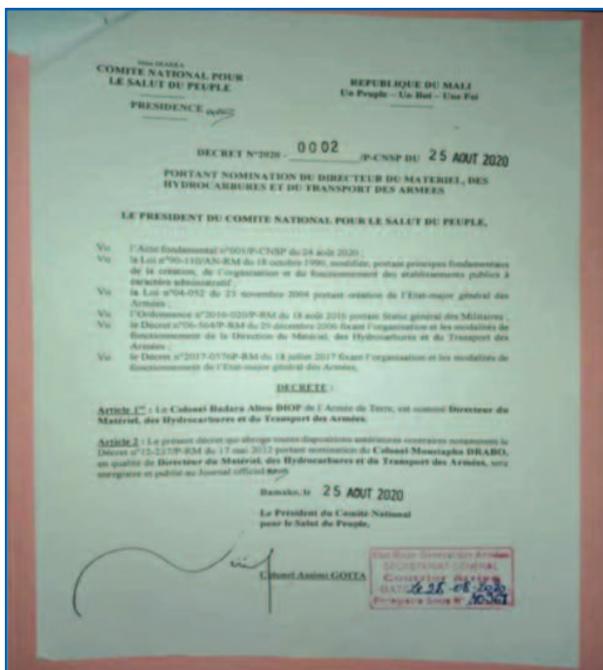
NB le président, le PM et les membres du gouvernement de la tran-



sition ne pourront pas se présenter aux élections futures.

Les objectifs de la transition seront :

1. Diligenter une enquête pour restituer au peuple du Mali tous les fonds détournés puis déterminer les auteurs et leurs complices des meurtres et des saccages commis pendant tout ce temps.
 2. Rendre à la justice toute son indépendance
 3. Réviser la constitution de 1992
 4. Appliquer les accords d'Alger
 5. Terminer le projet du découpage administratif du Mali et rendre opérationnel toutes les structures.
 6. Adopter les réformes qui s'imposent au niveau du code électoral de l'école de la santé de l'armée du sport de la culture de l'agriculture de l'élevage de la pêche de l'électricité de l'eau du transport des mines.....
 - 7 Organiser des élections libres et transparentes puis passer à la main au nouveau président de la République du Mali.
- La durée de la transition 3 ans.



MALI KANU

Sécurité au centre du pays : Les FAMA récupèrent un camion de vivres dans la forêt de Batoma

Les FAMA ont récupéré le vendredi 28 août 2020 un camion dans la forêt de Batoma -Bima. Une localité située dans le secteur de Douentza région de Mopti. Les équipes EOD FAMA ont effectué une fouille dudit camion. Il ne contenait pas d'explosifs mais plutôt des sacs de vivres (MIL, ARACHIDES, POIS SUCRES ET BOGONI). Le camion a été acheminé au niveau de la GENDARMERIE DE SÉVARÉ à toutes fins utiles.

Ce camion a été découvert dans cette forêt à la suite des fouilles consécutives à l'attaque complexe contre les FAMA le 27 Août 2020 à Bima Batouma.



Opération Maliko : prise de contact avec les hommes

Une délégation du Comité National pour le Salut du Peuple(CNSP) a effectué une série de visite du 26 au 27 août 2020 dans la 6ème région militaire (Sevaré). Arrivée à bord du Y-12 de l'Armée de l'Air de Bamako, elle a été accueillie par les chefs militaires de la dite région à l'Aéroport international Ambodedjo de Sevaré.

Conduite par le 2ème Vice-président du CNSP, le colonel Sadio Camara, la délégation s'est rendue directement, par hélicoptère de l'Armée de l'Air, dans les postes de sécurité de Koro, Boulkessi et Hombori pour rencontre la troupe. Après les postes de sécurité, la délégation a rencontré l'ensemble des militaires et paramilitaires au Poste de Commandement Interarmes Théâtre-Centre (PCIAT-Centre) de Sevaré.

Elle a échangé avec celle-ci sur la situation sociopolitique du pays après les démissions du président de la république Ibrahim Boubacar Keita, du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée nationale, le 18 août 2020.

Ainsi, les nouvelles autorités entendent, par cette première visite sur terrain, témoigner la satisfaction et transmettre les félicitations du Comité national pour le salut du peuple aux hommes engagés sur le théâtre des opérations.

La troupe s'est dit disponible, déterminée à poursuivre les opérations. Elle a prodigué des conseils à la délégation pour un changement positif dans la gestion publique du pays. Les intervenants ont souligné également la formation des hommes, la réorganisation de l'armée, la suspension de la carte Nina dans le processus de recrutement au sein des forces de défense et de sécurité. Car, selon eux, le pays a besoin de combattant dans la lutte contre l'insécurité.

Ils ont surtout mise en garde les membres du CNSP contre les nominations spéciales, les mallettes d'argent des courtisans, le chan-

gement de style de vie des membres du Comité entre autres.

Le Mali, notre héritage

« Nous avons qu'un seul pays, le Mali. Que nous allons léguer à nos enfants et petits enfants. Et il était sur le chemin de disparaître, c'est pourquoi les militaires se sont impliqués. La situation sociopolitique du pays nécessitait une réponse pour éviter cette disparition », a affirmé le Colonel Sadio Camara.

Pour parvenir au changement, tant souhaité par les Maliens, le colonel Camara appelle tous les membres des forces de défense et de sécurité, les paramilitaires ainsi que le peuple à une union sacrée pour notre cause commune qu'est le Mali. Pour plus d'infos cliquez sur le lien : <https://www.fama.ml/operation-maliko...-avec-les-hommes/> □



Habib Sacko



Alassane Souleymane qui vous parle

LE FOOTBALL MALIEN. Ce 29 août est une date mémorable car elle nous rappelle le souvenir de l'AG électorale de la FEMAFoot qui a fermé les portes d'une crise lancinante de notre football. Il y a un an au CICB, sous l'égide de la FIFA, la famille du football malien se retrouvait pour élire un nouveau comité exécutif. Sur 3 candidats, c'est notre frère Mamoutou TOURE dit Bavieux qui été choisi pour présider aux destinées de notre sport roi pour quatre ans.

Je fus heureux d'être le 3e candidat à cette élection, après le 2e, Salah BABY. A la tête d'une liste de 16 personnes, nous avons battu campagne avec nos modestes moyens en présentant un programme ambitieux, réaliste et innovant que nous avons dénommé "le contrat national du football malien". Le 29 août 2019, nous savions le jeu difficile mais notre liste a osé et nous avons été de la partie. C'était un sacrifice de temps, de moyens et d'énergie pour contribuer à mettre fin à une crise qui ne profitait surtout pas à nos footballeurs. Nous sommes heureux de notre résultat et le football malien en est le grand gagnant. C'est le lieu de rendre hommage à mes colistiers qui ont cru en moi et en leur force intérieure de venir au secours du football malien.

Depuis un an, le comité exécutif élu est à l'œuvre. Pour autant il n'y a pas l'embellie totale au regard d'une année 2020 difficile marquée par la Covid 19 qui a occasionné un long arrêt des compétitions nationales et internationales. Fort heureusement la reprise a sonné il y a une semaine avec le championnat national, certes à huis clos.

Cette reprise a permis de savoir que la joie de l'AG du 29 août 2019 est entachée pour ceux qui pensaient que la crise était derrière nous. La plupart des clubs membres du collectif des clubs majoritaires ont jugé de ne pas participer à cette reprise, réveillant du coup les soucis de voir le tissu footballistique se déchirer à nouveau.

Pour notre part, mes anciens colistiers et moi, nous continuons chacun dans son coin à penser que nous gagnerons tous au Mali à sortir de la crise permanente pour qu'en fin notre pays soit un pays de champions et de haut niveau.

C'est le lieu de lancer un appel au comité exécutif et à l'ensemble des membres de la famille du football malien à privilégier le dialogue.

J'invite personnellement le président de la Femafoot et ses collègues à redoubler d'ardeur pour exploiter tous les mécanismes d'approche participative afin de mettre tous les acteurs ensemble sur les chantiers du développement du football national, de manière inclusive, permanente et durable. C'est le lieu de lui rappeler le sens de son premier discours de président élu et qui se voulait rassembleur.

Me basant sur des grilles d'analyses objectives, je dis à tous les acteurs membres de la FEMAFoot, que l'élection du 29 août 2019 est passée, un nouveau comité exécutif est au travail, sortons des calculs stériles de quorum, de calculs électoralistes qui ne feront que nous perdre et perdre notre football, les jeux d'intérêt d'individuels ne profitant jamais au grand nombre.

Dans le football et celui du Mali, il y a du travail partout: au comité exécutif, dans chaque ligue, dans chaque club, dans chaque district, dans chaque association professionnelle et ce travail va au delà des élections. Mettons le footballeur malien au cœur de nos enjeux, travaillons à donner de la chance aux jeunes, à garantir leur avenir et à contribuer au développement socio économique du Mali par le football et le sport. C'est cela qui vaut notre raison d'être dans le mouvement sportif.

Bon vent à tous !

Sportivement !

Bamako le 29 août 2020

Alassane Souleymane

Journaliste,

Vice président du Centre Soho Touré de Gao (D2)

Ancien membre du Comité exécutif de la Femafoot,

Ancien candidat à la présidence de la Femafoot



Sy Djéneba Djeneba

Si Imam Dicko veut le pouvoir qu'il se prononce pour qu'on sache sur quel pied danser. Ensemble pour le meilleur du Mali.



Koné Mamadou

Nous portons à la connaissance de l'opinion #Nationale et #Internationale de la non relaxe des officiels détenus par la junte, précisément le Président Timbiné Moussa, violant ainsi tous les droits internationaux sur les détentions arbitraires l'honorable #Moussa_Timbiné et #Boubou_Cissé, restent toujours introuvables... Selon des sources concordantes même la situation du #Président_IBK reste toujours floue car il n'est pas libre conformément aux engagements pris entre le #CNSP et la #CEDEAO. "Que Dieu préserve notre chère patrie" Koné Mamadou / #GorguiNews Le très respecté et éclairé.



Awa Sylla

Maintenant qui est notre champion de ART et CULTURE à l'UNION AFRICAINE. J'ai failli faire la prison à cause de ce titre quand j'avais dit comment le Mali l'avait acquis à l'époque.



Touré Abdoul Karim

Au Sénégal, la mise en service de la phase 1 du TER est prévue d'ici 2021. Cette section de 36 km, évaluée à près d'un milliard € et soutenue par des institutions financières et la France. En France 584 km de ligne de train à grande vitesse Paris/Bordeaux, a coûté 3.800.000 000 € Le prix au Sénégal est 3x plus élevés pour une qualité 20 fois infé-



rieures. #l_Afrique_des_miracles. Touré Abdoul Karim



Aucun homme aussi sage et saint soit il, ne pourra avoir autant d'occasions pour dilapider un pays, détruire ces institutions, transformer son trésor public en caisse familiale, chassé par son peuple, récupéré par sa garde de sécurité, pour enfin être libéré, et rester sans se venger à tout prix. C'est comme un voleur, qui perd quelque chose qu'il avait volé. Il en veut à la terre entière. Autre remarque : le gros gros voleur qui donne des clés de voiture aux femmes, est prêt à tuer son cousin au chômage, qui a confisqué ses 100.000fcfa, alors qu'il paye iphone 11 à la cocotte du dehors qui le regarde comme un vieux clochard et impuissant malgré son argent. IBK tire toujours les ficelles, c'est pour cela qu'il est libre en moins d'un mois de sa destitution. Il faut le dire, c'est quelque chose qui ne se passe même pas dans les films.. Touré Abdoul Karim



Hamady Traore

URGENT : #Clément_Dembéle au CICB dit : " Civile ou militaire, il faut un bon malien à la tête du Mali point. Moi, Clément je suis étonné de voir juste quelque jours après la chute d'IBK les gens qui se bagarre juste pour avoir de la place. C'est une honte car on doit d'abord chercher des solutions pour que le Mali avance. Je sais pas pour les autres mais moi personnellement, je suis rentré dans M5 pour le Mali et non pour avoir de la place. "



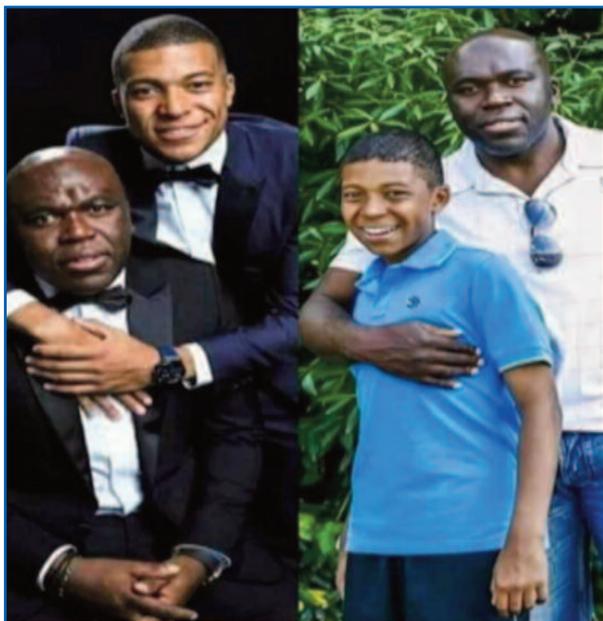
#BT_Média
#Vision_Lointaine

Modestine Carole Tchatchouang Yonzou

Le Papa de kylian mbapé a dit: "moi dans ma vie, j'ai échoué, j'ai été humilié parce que je n'avais absolument rien. Aujourd'hui c'est grâce à mon fils que je suis béni et je suis compté parmi les millionnaires."



Je prie pour vous, que Dieu fasse en sorte que Vos enfants soient le fruit de votre bénédiction. Que là ou vous avez échoué, qu'ils prennent la relève



Assane Magatte Seye

15t nhSgpuonSssored
La question n'est pas de savoir qui on veut...mais qui peut...



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Le CNSP au M5-RFP : Nous admettons que nous avons fait une erreur ! Une faute !



Chapeau au CNSP: IL TRÈS RESPONSABLE DE RECONNAÎTRE SON ERREUR ! FIERTÉ !

Le M5 a remis ses PROPOSITIONS au CNSP pour Étude !

CNSP et M5-RFP :
Tout est rentré dans l'ordre !

Enfin !
On se comprend...

Pour le bonheur des maliens !

Dieu merci !

Sekou Yimè Daou

Est-ce que la CEDEAO a fait face aux vrais problèmes de la crise malienne à travers sa proposition de sortie de crises ?

Le patriote



Après l'interdiction des visites de membres de la famille, la confiscation des portables, la coupure d'internet, la junte au pouvoir au #Mali a encore durci les conditions de détention en résidence surveillée du président IBK en refoulant son médecin le 29 août 2020.

Source: Jigi Africa



Drissa Sanogo



Résumé:

Manassa créa le problème, Timbine l'agrava, IBK négligea, CEDEAO minimisa, Dicko avisa, M5-RFP at-taqua, CNSP acheva.

End!

WESTERN UNION

WUSM

MONEY TRANSFER

L'imam Mahmoud Dicko : Plus de « chèque en blanc » au Mali



On ne donnera à personne un chèque en blanc désormais pour la gestion de ce pays », a déclaré vendredi l'imam Mahmoud Dicko, lors d'une cérémonie de prières et de sacrifices en hommage aux victimes des manifestations des 10-11 et 12 juillet dernier, à Bamako, pour réclamer la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Devant des milliers de personnes, au Palais de la culture Amadou Hampâté Ba, l'autorité morale du Mouvement du 05 Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), a invité les "jeunes gens" des Forces armées et de sécurité du pays "à rester vigilants, à savoir que le peuple malien leur fait confiance et d'œuvrer à ne pas décevoir cet espoir".

Il a également invité les membres du CNSP "à s'entendre avec le M5-RFP pour associer toutes les forces vives de la nation à la mise en place de la transition, dans le respect et la dignité".

"Le CNSP doit arrêter sa course solitaire pour éviter de commettre les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs. Les militaires doivent nous faciliter la tâche et alléger la souffrance du peuple. Ils doivent être une solution et non un problème", a-t-il insisté.

Au cours de cette cérémonie, à l'appel de la Coordination des mouvements, associations de soutien et sympathisants de l'imam Mahmoud (CMAS), pour rendre hommage aux victimes et souhaiter prompt rétablissement aux blessés, Mahmoud Dicko a, pendant plusieurs minutes, invité les Maliens au pardon et à l'union sacrée au chevet du Mali.

"Nous sommes venus pour un recueillement, en même temps donner un message à tout le peuple malien. Pour que le sang versé par ces jeunes gens soit le ciment pour souder davantage les Maliens ", a déclaré l'imam Dicko. Pour lui, "il est temps, aujourd'hui de chasser, le démon de la division et de la haine de nos cœurs afin de les remplir d'espoirs et d'amours les uns envers les autres".

Pour terminer, l'imam Dicko a formulé des bénédictions pour la paix, la stabilité et la cohésion sociale au Mali et "singulièrement pour le retour rapide, saint et sauf du chef de file de l'opposition, Soumaila Cissé", aux mains de ravisseurs, depuis le mois de mars.

La cérémonie de prière a regroupé autour du Coordinateur général de la CMAS, Issa Kaou Djim, le représentant des familles fondatrices de Bamako, des membres du Comité stratégique du M5-RFP ainsi que les représentants des femmes et les jeunes de ce mouvement.

A. TRAORÉ

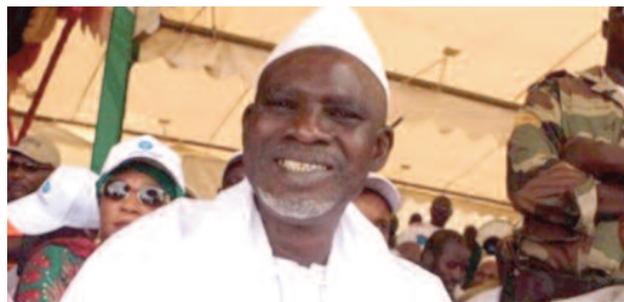
CNSP/IBK : La fausse lettre de IBK au CNSP



Depuis environ 72 heures, une correspondance circule sur les réseaux sociaux attribuée au CNSP, révélant qu'IBK aurait demandé à ceux qui ont obtenu sa démission de faire en sorte que la transition serve de "leçon à tous ceux qui voudront à l'avenir se servir des Maliens pour ramasser dans la rue ce qu'ils n'auront jamais pu avoir par les urnes. Construisez ce Mali avec une nouvelle génération d'hommes et de femmes patriotes". Avant de poursuivre : "Vous ne connaissez pas ceux qui m'ont combattu. Certains d'entre eux sont prêts à démolir la République pour le pouvoir...". Contacté par nos soins, un responsable de la cellule de communication a balayé d'un revers de la main l'authenticité de cette correspondance.

"Vaquez à votre occupation, c'est du fake news. Je le dis et je répète, à aucun moment IBK n'a donné ce genre de conseils aux membres du CNSP. Si tel était le cas, je n'aurai eu aucune gêne de vous le dire", nous a confirmé un officier membre du CNSP.

Haut Conseil Islamique du Mali : Chérif Ousmane Madani Haïdara se dote d'un Cabinet



Le très influent guide religieux Chérif Ousmane Madani Haïdara vient de former un Cabinet autour de lui afin de le conseiller et de l'orienter dans ses différentes charges de président du Haut conseil islamique, parrain de l'association Ançar dine et président d'honneur du groupement des leaders spirituels musulmans. Cette équipe majoritairement jeune est composée d'un directeur de Cabinet, d'un chef de Cabinet en la personne de N'Golo Dembélé, d'un assistant administratif, Mahamane Coulibaly, d'un chargé de la Sécurité, Mohamed Touré. Le poste de chargé à la communication est assuré par Yaya Konaté, le protocole par Alkad Haïdara et le chargé des Finances est Amadou Karambé.

Kassoum THERA

Projet de transition : Le M5-RFP a rencontré la junte militaire



Les militaires du CNSP ont reçu samedi soir une délégation du M5-RFP. Une rencontre organisée dans l'urgence, après que le M5-RFP avait reproché aux militaires putschistes de ne pas suffisamment les associer dans l'organisation de la transition politique à venir. Cette réunion n'a pas suffi à dégager une position commune, mais elle semble avoir permis d'apaiser, pour le moment, certaines tensions. Avec notre envoyé spécial, David Baché, et notre correspondant à Bamako, Serge Daniel

Une dizaine de représentants du M5-RFP entre sous escorte dans le Prytanée du camp militaire de Kati, fief de la junte au pouvoir. Après une journée de tension, et une heure et demi de discussions, c'est Issa Kaou Djim, de la CMAS, le mouvement de l'imam Mahmoud Dicko et l'un des piliers du M5, qui sort le premier. « Je dirais que le malentendu a été dissipé, et nous allons avancer dans l'intérêt du peuple malien. En essayant d'avoir des concertations, de montrer que c'est l'armée du peuple, qu'elle a un caractère inclusif. C'était bon de créer un cadre de concertation. »

Aucun accord sur le fond, et notamment sur les réponses à apporter aux exigences de la Cédéao quant à la transition politique à venir. Une transition dans laquelle le M5 ne veut pas seulement être consulté. Ce que ses leaders souhaitent, c'est l'organiser, d'égal à égal, avec la junte militaire au pouvoir. Choguel Maïga est l'un des cadres du M5-RFP. « Notre souhait, c'est qu'il y ait une articulation harmonieuse entre les positions du M5-RFP et celles du CNSP. Cette première rencontre ne pouvait pas nous permettre d'aller au fond du débat. Le document que nous avons élaboré vient d'être remis au CNSP, et nous avons convenu que nous aurons une deuxième séance de travail. » Aucune date n'a été fixée pour cette deuxième rencontre. Les militaires du CNSP n'ont pas souhaité s'exprimer.

Dans un document que RFI a pu consulter, le M5 propose des organes

Mali : Rencontre avec l'imam Dicko, artisan de la chute d'IBK



Depuis le 18 août, des militaires se sont emparés du pouvoir au Mali, poussant le président Ibrahim Boubacar Keïta à la démission. Une chute largement accélérée par l'incontournable Imam Mahmoud Dicko. Cet influent leader politico-religieux a organisé, à l'issue de sa prière du vendredi, un grand meeting laïc où s'est pressé le tout Bamako. Nos envoyés spéciaux Alexandra Renard, Mohamed Fahrat et Nadia Massih ont pu le rencontrer.

C'est dans cette mosquée de Bamako que prêche l'imam Mahmoud Dicko, l'une des figures les plus influentes du Mali. Il y officie depuis 40 ans. C'est l'imam que les Maliens écoutent, que la junte est venue saluer après le coup d'État et que les leaders de l'opposition ont placé sur le devant de la scène pour gagner en popularité. Son message dépasse les portes de la mosquée. À l'issue de la prière du vendredi 28 août, l'imam Mahmoud Dicko a rassemblé des milliers de personnes scandant son nom. De l'homme de la rue jusqu'aux plus grandes autorités politique et religieuses du pays, il fédère les Maliens et les rassure. Surtout en cette période de haute défiance politique. L'imam Dicko s'est fait connaître en 2009 en bloquant une réforme du code de famille favorisant les droits des femmes. Il avait également fait interdire la publication de manuels scolaires abordant l'éducation sexuelle.

de transition qui seront dirigés par des civils. Autre proposition contenue dans le document: la durée de la transition. Le M5 propose entre 18 et 24 mois. Pour les opposants, il faut également un comité de suivi et de veille de la transition, composé en majorité de leurs représentants et de ceux de la junte. Cette structure veillera sur des réformes comme la refonte totale du fichier électoral.

Source: RFI



Concertation sur la transition : Après le report, les réactions

Report de la rencontre d'échanges sur la transition convoquée par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) avec les forces vives du pays. Prévue pour se tenir, ce samedi 29 août au Centre international de conférence de Bamako (CICB), beaucoup de participants ayant répondu présents ont été surpris d'apprendre la nouvelle dans la salle. Le parking du CICB était presque rempli, ce samedi matin, depuis 11 heures. Un dispositif sécuritaire impressionnant installé à l'entrée et jusqu'à la porte de la salle où devrait se tenir cette consultation sur l'avenir du pays après la démission du président IBK, le 18 août dernier. Dans la salle, des personnalités politiques et publiques y ont déjà pris place et rien ne présageait une quelconque annulation de la séance. Contre toute attente, un agent de l'administration territoriale et organisateur du débat, s'arrête au pupitre et annonce que "pour des raisons organisationnelles, la rencontre est reportée à une date ultérieure", a-t-il lu dans un communiqué du CNSP à l'origine de la convocation.

"Ce report nous a laissé perplexe, parce que nous ne connaissons pas les raisons précises alors que nous avons tout fait pour être à l'heure et subitement, on apprend la nouvelle" s'étonne Hamane Touré, président de la fédération nationale des associations pour la décentralisation et le développement des collectivités territoriales.

De son côté, Mohamed Almaouloudou parle d'un report dû à "une précipitation et un problème d'organisation" avant d'ajouter "que les organisateurs devaient se présenter devant les participants déjà sur place pour s'excuser et expliciter les raisons de la non tenue de la rencontre d'aujourd'hui" affirme-t-il.

« Le M5 regrette de n'avoir pas été invité »

Après la diffusion, hier vendredi, du communiqué du CNSP invitant les acteurs aux concertations sur la transition qui devraient démarrer, ce



samedi, la réaction du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) ne s'est pas faite attendre. Dans un communiqué, le regroupement a exprimé son "regret de n'avoir pas été invité à ladite rencontre" et de rappeler que "c'est sa lutte patriotique à travers les manifestations publiques durant plusieurs mois dans le but de contribuer à l'émergence d'un Mali nouveau qui a été parachevée par les forces de sécurité" avant d'informer de sa non-participation à la rencontre à travers la page Facebook de la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS).

Pour une participante, elle ne se dit pas impressionnée par la décision des organisateurs. "Les gens pensent que ce report est subit, mais, nous, en tant qu'acteurs, pensons que c'est réfléchi parce que tous les acteurs n'ont pas été invités", indique Madame Traoré Nané Sissako, vice-présidente de la plateforme des femmes leaders du Mali.

Beaucoup d'acteurs présents ont exprimé une certaine colère vis-à-vis des organisateurs et ont appelé le CNSP au fair-play pour la réussite des futurs échanges. Pour l'heure, aucune autre date n'est indiquée pour la concertation sur la transition.

Sory Ibrahim Maïga

Transition au Mali : La Cédéao maintient la pression

L'organisation sous-régionale a conditionné la levée de ses sanctions à une transition rapide. Elle demande un civil à la tête de l'État et des élections dans un an.

«Le putschisme est une grave maladie. Pour en guérir, une seule ordonnance : les sanctions». Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, a donné le ton de la réunion virtuelle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), vendredi. La Cédéao ne compte pas relâcher la pression sur les auteurs du coup d'Etat contre l'ordre institutionnel. Les chefs de la junte sont allés en personne plaider leur cause auprès des dirigeants de la région. Jeudi, le colonel Malick Diaw, vice-président de l'autoproclamé Conseil national de salut du peuple (CNSP), a rencontré successivement le président burkinabè, Roch Kaboré, à Ouagadougou, puis Mahamadou Issoufou à Niamey. Le même jour, les officiers ont fait publier au Journal officiel de la République du Mali un «Acte fondamental», rédigé à la manière d'une mini-Constitution, afin de donner un vernis juridique au nouveau pouvoir. Sans remplacer la loi fondamentale de 1992, le texte la «complète, modifie ou [y] supplée», précise l'article 41, «avant l'adoption d'une charte pour la

transition». En attendant, le président du CNSP, le colonel Assimi Goïta, 37 ans, «assure les fonctions de chef de l'Etat». Une façon de combler le «vide constitutionnel», qui préoccupe la Cédéao. Ces efforts n'ont toutefois pas été suffisants aux yeux des dirigeants ouest-africains, qui ont choisi de maintenir les sanctions imposées au Mali au lendemain du coup d'Etat. La Cédéao «prend acte de la libération du président Keita ainsi que celle des autres officiels détenus», a indiqué Mahamadou Issoufou à la sortie de la réunion, mais «demande aux responsables du CNSP d'engager une transition civile immédiatement». Plus précisément, l'organisation sous régionale souhaite la «nomination d'un président de la transition», qui ne «sera pas candidat à l'élection présidentielle». Elle détaille même son profil : «Une personnalité civile reconnue pour ses qualités professionnelles et sa probité intellectuelle et morale.» Par ailleurs et après avoir annoncé son retrait de la scène politique, l'imam Mahmoud Dicko, figure centrale de la crise politique au Mali, a refait surface en adressant une mise en garde sans ménagement à la junte, la pressant de tenir la promesse du changement et refusant de lui donner «carte blanche». «J'ai demandé à tout le monde de se réunir autour du Mali. Je le demande toujours mais cela ne veut pas dire que les militaires ont carte blanche», a-t-il déclaré.

R. I. El Moudjahid

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Cour d'Assise : Accusé d'attentat à la pudeur sur Lalla Fofana

La première session de la Cour d'assises de la Cour d'Appel de Bamako, au cours de son audience du mardi 25 août dernier, a tranché dans l'affaire du ministère public contre Wadiel Doumbo poursuivi dans un premier temps pour " viol " puis l'accusation a été requalifiée en " attentat à la pudeur ". A l'issue des débats, il a été retenu dans les liens de l'accusation et condamné à trois ans de prison ferme.

Selon l'acte d'accusation, souffrant de maux de ventre, la demoiselle Lalla Fofana a appris que Wadiel Doumbo est un marabout réputé pour avoir soulagé beaucoup de malades. Ainsi, courant août 2017, elle s'est rendue chez Doumbo pour consultation. Au cours de leur entretien, il fait croire à la fille qu'il possédait une poudre qui serait très efficace contre les maux dont elle souffrait. Mais que ladite poudre doit être appliquée au pénis de quelqu'un avec lequel elle doit obligatoirement faire le rapport sexuel. Après avoir pris la poudre, Lalla Fofana est retournée le lendemain chez Doumbo pour lui expliquer qu'elle n'a trouvé personne pour l'utilisation du médicament car elle n'a pas de petit ami. Séance tenante, Wa-

diel Doumbo s'est proposé d'être la personne la mieux indiquée. Un choix qui n'était pas du tout du goût de la petite. Mais face à ses manœuvres, la pauvre fille a finalement cédé.

Comme ses maux de ventre n'avaient disparu malgré le rapport sexuel tenu avec le marabout guérisseur, elle est retournée de nouveau chez lui et celui-ci lui a appliqué de nouveau la poudre sur son pénis pour coucher avec elle une seconde fois. Quelque temps après, la petite fille a constaté qu'elle n'avait pas ses règles. Elle s'est rendue alors chez le marabout où celui-ci lui a appliqué une poudre dans le vagin pour la rassurer qu'elle voie dans un bref délai ses règles.

Finalement, la mère de la petite s'est rendue compte qu'elle est enceinte et interrogée sur la paternité de l'enfant, Lalla Fofana a dénoncé Wadiel Doumbo comme auteur de sa grossesse.

Sur la requalification des faits en attentat à la pudeur, l'arrêt de renvoi précise que les faits, tels que ci-dessus relatés, constituent en réalité le crime d'attentat à la pudeur prévu et puni par l'article 225 du Code pénal qui dispose que "tout acte de caractère sexuel

contraire aux mœurs exercé intentionnellement et directement sur une personne est un attentat à la pudeur". Ainsi, la Chambre d'accusation a requalifié les faits de viol en attentat à la pudeur.

Sur le renvoi devant la Cour d'assises, l'accusation dira que l'inculpé a, tant à l'enquête préliminaire que devant le magistrat instructeur, nié en bloc les faits à lui reprochés. Et de poursuivre que cette dénégation n'est qu'une stratégie qui consiste à refuser d'admettre l'évidence, encore une tentative de disculpation qui ne s'aurait résister au moindre doute. Aussi, l'histoire d'utilisation de poudre sur le pénis d'un homme comme condition sine qua non pour la guérison des maux de ventre de la petite fille n'était qu'un stratagème pour attirer la victime dans ses filets.

l'arrêt de renvoi mentionne clairement que la victime, Lalla Fofana, avait déclaré dans son audition à la police avoir dit au marabout qu'elle n'avait pas un petit ami pour utiliser la poudre au moment où il la lui remettait. Donc, l'accusation estime que profitant de l'âge de la victime, le marabout a su la manœuvrer pour assouvir sa sale besogne. Ainsi, pour l'accusation, ces détails prouvent à suffisance qu'il est entièrement coupable et sa responsabilité pénale ne fait l'objet d'aucun doute.

A l'issue d'intenses débats, Wadiel Doumbo a été retenu dans les liens de l'accusation et condamné à trois de prison ferme.

■ Boubacar PAÏTAO



Gestion de l'ambassade du Mali à Addis-Abeba : Près de 16 millions FCFA d'irrégularités financières décelées



Conformément aux Pouvoirs n°040/2019/BVG du 12 décembre 2019 et en vertu des dispositions de l'article 2 de la Loi n°2012-009 du 8 février 2012 abrogeant et remplaçant la Loi n°03-30 du 25 août 2003 l'instituant, le Vérificateur Général a initié une mission de vérification de la gestion de l'Ambassade du Mali à Addis-Abeba (AMAA) en Ethiopie au titre des exercices 2016, 2017, 2018 et 2019 (1er Semestre). A l'issue de la vérification, la mission a révélé plusieurs irrégularités administratives et financières. Concernant les irrégularités financières, elles sont estimées à près de 16 millions de nos francs.

Selon le rapport, les gestionnaires se doivent d'observer rigoureusement les règles et principes d'administration et de gestion, surtout dans un contexte marqué par la rareté des ressources et les exigences de plus en plus grandes pour le renforcement de la bonne gouvernance et de la transparence financière. Ainsi, la mission de vérification a examiné les recettes et les dépenses budgétaires effectuées par l'AMAA sur la période allant de 2016 à la fin premier semestre 2019. Et ces travaux de vérification ont permis de mettre en

exergue, malgré les efforts consentis par l'Ambassade, des faiblesses et dysfonctionnements relevant des irrégularités à caractère administratif ou du contrôle interne, ainsi que des irrégularités à caractère financier. Les irrégularités d'ordre administratif se caractérisent principalement par l'absence de comptabilité-matières, la non-teneur ou la tenue irrégulière des registres et documents budgétaires et comptables, ainsi que le non-respect des procédures d'exécution des dépenses publiques.

Il convient de préciser que l'équipe de vérification n'a pas examiné les marchés de construction de la chancellerie et des appartements des diplomates dont les travaux viennent de commencer et qui ont fait l'objet de beaucoup de contrôles et des recommandations ont été formulées par des inspections sectorielles. Afin de corriger les irrégularités décelées, l'équipe de vérification a formulé des recommandations adressées aux responsables de l'AMAA. Toutefois, souligne le rapport, le Bureau du Vérificateur Général assurera en temps opportuns le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations.

S'agissant des irrégularités financières, le rap-

port indique qu'elles découlent notamment du non-respect des procédures d'exécution des dépenses publiques, des avantages indus accordés au personnel et autres personnes et de la prise en charge de dépenses inéligibles. Enfin, l'équipe de vérification a constaté des difficultés d'application des textes sur les finances publiques, notamment la réglementation sur la comptabilité publique et le Code des Marchés publics.

Et de poursuivre que ces difficultés sont essentiellement liées à la spécificité de la gestion des Missions diplomatiques, assimilable aux régies d'avances, mais s'exécutant à l'extérieur du Mali sur la base de l'instruction sur la gestion comptable des ambassades et qui est en déphasage avec les activités des Ambassades. Afin d'y remédier, l'équipe de vérification recommande une relecture des textes sur la gestion budgétaire et comptable des Ambassades et Consuls du Mali à l'étranger pour les adapter à leur contexte et environnement.

En plus, cette relecture doit être couplée avec la mise en place de la digitalisation, à l'instar des autres ambassades, de la gestion des Ambassades par une plateforme de gestion. Cela permettra d'éviter certaines erreurs comptables par l'automatisation de la production des agrégats de gestion et l'Etat gagnera sur les coûts de transport des documents physiques avec une supervision intégrée des différents acteurs intervenant dans la gestion des Ambassades et des missions diplomatiques du Mali à travers le monde.

Le rapport révèle que les irrégularités financières décelées ont été transmises au président de la Section des comptes de la Cour suprême et au Procureur de la République près le tribunal de grande instance de la commune III du district de Bamako en charge du Pôle économique et financier. Celles-ci sont relatives notamment aux avantages indus accordés au personnel diplomatique pour un montant de 3 317 352 FCFA ; au paiement de dépenses non éligibles pour un montant de 2 943 000 Fcfa ; au non remboursement des frais d'hôtel pour un montant de 5 521 267 Fcfa ; au déficit de caisse pour un montant de 3 039 898 Fcfa ; à l'écart sur les valeurs inactives de timbres fiscaux pour un montant de 840 876 Fcfa.

■ Synthèse de Boubacar PAÏTAO

Libération de Soumaila Cissé : Quand l'imam Mahmoud Dicko rabat sa carte !



L'attente de la libération de l'honorable Soumaila Cissé, le chef de file de l'opposition malienne, devient intenable, tant les assurances et promesses de son élargissement se multiplient mais aucune n'est suivie d'effet. Les « bientôt » se succèdent et suscitent des inquiétudes légitimes. Aussi, le très respecté, le guide Acheick l'imam Mahmoud Dicko, lors de la cérémonie d'hommage aux 23 martyrs de la lutte pour la démission de IBK, a à peine voilé laissé entrevoir l'espoir que Soumaila Cissé pourrait être parmi nous d'ici le vendredi prochain ! Serait-il entré dans la danse pour faire libérer le chef de file de l'opposition malienne ?

Enlevé depuis le 25 mars dernier, la seule bonne nouvelle qui est venue rassurer la famille de Soumaila Cissé est la lettre qu'il a pu faire parvenir à celle-là par le truchement de la CICR. Dans le cadre de sa mission exclusivement humanitaire de protéger et d'assister les personnes victimes du conflit armé et d'autres situations de violences, le CICR, qui offre des services de rétablissement des liens familiaux entre proches séparés à cause du conflit au Mali, a dans un communiqué rendu public le 21 août dernier, en sa qualité d'intermédiaire neutre et indépendant, remis à un membre de la famille de Monsieur Soumaila Cissé des lettres de la part de ce dernier.

Et Mohamed Cissé, chargé de communication de l'organisation, de souligner : « **Le CICR est une organisation humanitaire dont le**

mandat est de protéger et assister les victimes de conflits armés et d'autres situations de violence. Une de nos missions est de promouvoir le droit international humanitaire. Notre organisation travaille sur la base de la confiance qui est établie entre elle et toutes les parties en conflit, à travers des dialogues bilatéraux confidentiels. Ces dialogues portent essentiellement sur le respect du droit international humanitaire et sur le comportement des porteurs d'armes vis-à-vis des personnes civiles.

Nous parlons à toutes les parties concernées que nous pouvons atteindre grâce à notre mode opératoire neutre, impartial et indépendant. Nous pouvons ainsi apporter aux personnes affectées par le conflit une assistance strictement humanitaire, comme le rétablissement des liens familiaux. Nous n'avons pas eu de contact direct avec M. Soumaila Cissé. Il a donc fallu vérifier le plus possible l'authenticité de ces lettres avant de les remettre aux membres de sa famille. Ces lettres ne contenaient que des nouvelles familiales. Vous imaginez que, pour la famille de M. Cissé, recevoir ces lettres après des mois sans contact, c'est d'un réconfort inestimable... »

« Réconfort inestimable », c'en fut vraiment un pour la famille et les compagnons politiques de Soumaila Cissé, et à seulement

quelques jours après que son fils aîné, Bocar Cissé, a donné une interview exclusive à Africable Télévision ! Interview dans laquelle il avait interpellé le président IBK à redoubler d'efforts afin d'obtenir la libération rapide de son père.

« Cette situation est extrêmement difficile, surtout pour notre mère qui n'a pas eu la chance de bénéficier de notre présence qu'à la veille de la Tabaski, avec la fermeture des frontières et la situation de la crise sanitaire due à la COVID. Vous savez ? Notre maman me rend encore plus triste lorsque je la vois sans son complice, sans son époux. Nous nous sentons le devoir de nous révéler, quelles qu'en soient les conséquences. Depuis cet enlèvement, maman parle très peu ; nous la voyons les yeux hagards attendant une bonne nouvelle de la part du président de la République lui annonçant la libération prochaine de son mari.

Le président de la République qui avait assuré tout le peuple malien de la libération incessante de son frère Soumaila Cissé. M. le président de la République, l'espérance de fêter avec notre père nous est encore restée en travers de la gorge... J'ai un message pour la communauté internationale, mais d'ores et déjà, au président de la République, garant du Mali, qui sait où se trouve notre père, qui connaît les ravisseurs, je demande de redoubler d'efforts afin d'obtenir sa libération définitive. À la communauté internationale, je lance un appel d'aide en termes de médiation, d'informations, de moyens. Je n'ai qu'un seul message, c'est la libération effective de notre père Soumaila Cissé », avait-il déclaré.

De tout ce qu'il précède, l'imam Mahmoud Dicko, au regard des liens de respect et d'amitié qui ont toujours existé entre lui et Iyad Ag Ghali qui, selon « La Lettre Confidentielle » de Serge Daniel, serait celui qui détient le chef de file de l'opposition, aurait-il décidé de s'impliquer personnellement pour obtenir la libération de Soumaila Cissé ? Une seule certitude : l'assurance qu'affiche, ces derniers temps, l'imam Dicko quand il parle du cas Soumaila Cissé augure quelque chose bien dans le ciel grisonnant du Mali !

■ Yama DIALLO

Continuité de l'Etat : Un décret CNSP sans visa de la constitution



Il s'agit du **DECRET 2020-002/P-CNSP DU 24 AOUT 2020 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DU MATÉRIEL, DES HYDROCARBURES ET DES TRANSPORTS DES ARMES.**

En tête de ce Décret, sont visés 5 textes juridiques dont deux Lois, une Ordonnance et deux Décrets. Le tout chapeauté par l'Acte fondamental 001/P-CNSP du 24 août 2020.

L'acte fondamental supprime la constitution

On y chercherait en vain, la Constitution du 25 février 1992.

Celle-ci n'est pas visée par le Décret 001/P-CNSP du 24 août 2020. Le Décret ne reconnaît donc pas la Constitution.

Au contraire, trône gaillardement, en lieu et place de la Constitution du 25 février 1992, l'Acte Fondamental 001/P-CNSP du 24 août 2020 au fronton des visas du Décret.

La constitution modifiée ou supprimée?

Curieux tout de même! Car, on nous chante en longueur d'interviews que la Constitution du 25 février 1992 reste en place. On soutient mordicus, malgré toutes les évidences, que cette Constitution est sortie indemne des dures épreuves de la rupture constitutionnelle du 18 août 2020. On concède à peine qu'elle n'aura besoin que de petites retouches. On a même joint l'acte "juridique" à la parole, en stipulant à l'article 41 de l'Acte Fondamental 001- P/CNSP unilatéralement édicté par le CNSP, que celui-ci "complète" et "modifie" la Constitution qui demeure en vigueur.

Une constitution en vigueur non visée par un décret ?

Si la Constitution du 25 février 1992 demeure en vigueur, pourquoi donc le Décret 2020-002/P-CNSP ne lui rend pas hommage dans ses visas?

Pourquoi, si tant est qu'il est vrai que l'Acte Fondamental 001- P/C modifie et complète la Constitution, est-on allé largement au-delà de sa qualité de texte modificatif? On aurait bien pu à cet égard, mentionner par exemple dans

les visas, ce qui suit : " VU LA CONSTITUTION DU 25 FEVRIER 1992 MODIFIEE PAR L'ACTE FONDAMENTAL 001- P/CNSP DU 24 AOUT 2020".

Or il n'en est rien.

Le coup d'état de l'acte fondamental à la constitution.

L'Acte Fondamental soi-disant modificatif de la Constitution a purement et simplement supplanté la Constitution. Il a perpétré en quelque sorte un coup d'Etat contre la Constitution.

Comment le comprendre sinon qu'en se confiant au questionnement ci-après.

La fin de l'illusion de constitutionnalité?

Le Décret 2020-002/P-CNSP lèverai-il enfin le voile sur l'illusion de constitutionnalité matérialisée par l'Acte Fondamental avec sa touche de juriste débutant?

Il faut sans doute l'espérer, d'autant que cela paraît clair comme l'eau de roche, que ce fameux Acte n'a pu à aucun moment modifier ou compléter la Constitution du 25 février 92. Aucune alchimie juridique ne peut conférer à l'Acte Fondamental 001- P/CNSP du 24 août 2020,

Un quelconque pouvoir modificatif de la Constitution. L'Acte fondamental consécutif à la rupture constitutionnelle du 18 août 2020 ne peut que se substituer à la Constitution du 25 février 92 en tant que constitution transitoire relais.

Le complexe du déficit de légitimité constituante de l'acte fondamental

Sauf que son déficit chronique de légitimité constituante semble l'empêcher d'assumer entièrement ce statut juridique alternatif à la Constitution du 25 février 92. Un statut dont le poids paraît manifestement difficile à supporter par le CNSP. D'où probablement le faux semblant juridique qui prévaut et qui condamne à un cercle infernal de bricolages insupportables ?

Dr Brahima FOMBA Enseignant-Chercheur USJP/ Faculté de Droit

Crise politique au Mali : Propositions de l'Adema-PASJ pour une transition politique réussie



L'Adema-PASJ, fidèle à ses engagements et respectueux de l'état de droit et de la forme républicaine de l'Etat, a condamné dans une déclaration rendue publique, le coup de force des militaires intervenu le 18 Août 2020, qui viole la Constitution du 25 février 1992.

Cependant, le Parti ne saurait perdre de vue la réalité socio-politique de notre pays qui commande une analyse objective de la situation actuelle à l'effet de proposer des solutions adaptées.

A cet égard, pour l'Adema-PASJ, le retour à l'ordre constitutionnel exigé par tous, passe objectivement et forcément par la mise en route d'une transition politique dotée d'un agenda et d'un chronogramme précis devant conduire, dans les délais convenus, à des élections libres, transparentes et crédibles.

Après une analyse approfondie de la situation socio-politique globale, l'Adema-PASJ, pour une sortie de crise durable, propose que l'action des Pouvoirs publics évite toute dispersion et se focalise essentiellement sur la création des conditions d'un retour à l'ordre constitu-

tionnel normal.

Plus spécifiquement, la transition doit permettre de créer :

- les conditions pour la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles, y compris la réorganisation territoriale ;
- l'organisation d'élections libres et transparentes conformément au nouveau dispositif institutionnel et organisationnel ;
- les conditions pour éviter l'isolement de notre pays en assurant le maintien de son ancrage dans les organisations internationales et régionales et singulièrement la CEDEAO, dont on devra requérir l'accompagnement, avec nos autres partenaires, du processus transitionnel.

Pour ce faire, l'Adema-PASJ propose l'organisation des pouvoirs publics à travers un Accord Politique de Transition (APT). Cet accord transcendant la constitution actuelle, ne remettra pas fondamentalement en cause le régime politique actuel (régime semi-présidentiel) et d'autres acquis démocratiques de la révolution de mars 1991.

Cet Accord politique devra être endossé par la

communauté internationale à travers la CE-DEAO afin de lui conférer la légitimité juridique requise pour rester dans le cadre normatif de la constitution du 25 février 1992

L'Accord Politique de Transition doit être élaboré par une équipe d'experts mise en place par le CNSP, et soumis à l'approbation de l'ensemble des forces politiques et sociales (par voie de consultation et de concertations) avant sa promulgation.

Dans tous les cas, l'Adema-PASJ exclut toute idée de conférence nationale souveraine qui ne sera qu'un forum de plus sans aucune valeur ajoutée pour la résolution des problèmes auxquels notre pays est aujourd'hui confronté. Pour la conduite de la transition, trois (3) organes de gouvernance doivent être retenus :

- Un Président de Transition consensuel ;
- Un Gouvernement de Transition de taille réduite (25 membres au plus) dirigé par un Premier ministre consensuel ;
- Un organe législatif dénommé Conseil National de Transition (CNT).

Le Président de la Transition doit être une personnalité disposant d'une expérience confirmée de la gestion d'Etat (connaissance avérée du fonctionnement de l'Administration d'Etat et des relations internationales), une personnalité non clivante et si possible neutre, une personnalité jouissant d'une bonne moralité et d'une respectabilité établie.

De préférence, le Président de la Transition doit être un civil, afin de donner un signal fort quant à l'engagement du CNSP d'assurer une transition civile et corriger l'image de notre pays vis-à-vis de l'extérieur.

Le Premier ministre, Chef de Gouvernement doit être aussi choisi selon les mêmes critères que le Président de la République.

Les Départements ministériels du Gouvernement de transition en charge des questions de défense et de sécurité, des questions liées aux réformes politiques et institutionnelles devraient être priorisés dans l'allocation des ressources et faire l'objet d'un suivi étroit et rapproché.

La transition ne doit pas excéder douze (12) mois, en mettant le focus sur les réformes, indispensables à la tenue d'élections générales crédibles et transparentes. Lesdites élections consacreront la fin de la transition.

Bamako, le 29 août 2020

L'Adema-PASJ



Echec de la rencontre CNSP- Forces vives : **Le carton jaune !**

C'est la veille de la rencontre que le Comité national pour le salut du peuple a lancé ses invitations par un communiqué (reproduit ci-dessous). Un peu juste, non ?

Comme chacun sait, Ibrahim Boubacar KEITA, IBK, a démissionné dans la nuit du 18 août 2020. Auparavant, il a dissous l'Assemblée nationale (A.N) et le gouvernement. IBK, de ses propres aveux volontairement exprimés aux émissaires de la CEDEAO il avait indiqué qu'il avait démissionné sans contrainte, voyant l'étendue du divorce de son peuple d'avec lui. Mieux, qu'il n'avait plus envie de retourner au pouvoir. Il avait ajouté une note de gratitude envers les militaires qui étaient venus l'extraire de la vindicte populaire chez lui pour aller le sécuriser à Kati.

Genocider 20.000.000 de maliens

Donc, la thèse du coup d'État est à écarter si l'on veut être intellectuellement honnête. Mais certains esprits extérieurs, motivés par des desseins sordides et inavouables, se sont aveuglés pour ne voir que le putsch, ce « crime imprescriptible » et tirer la conséquence logique qui est de sévir si durement contre le peuple du Mali, l'innocent, pour ôter toute envie à un autre de faire un coup d'État ailleurs.

Il faut croire que ces esprits mal intentionnés

ont eu des échos à l'intérieur du Mali. Est-ce par naïveté, aliénation ou méchanceté au nom de l'adage : « l'ancien chef de village ne veut pas voir le village prospérer » ? Certains partisans du chef d'État parti pour de bon voudront ils ajouter du grain au moulins des fossoyeurs du Mali ?

Car soumettre à un tel embargo ce grand malade qu'est le pays Mali, c'est vouloir « génocider » 20.000.000 de maliens innocents qui n'ont commis d'autre crime qu'être nés ma-

liens. Et c'est ce que la CEDEAO a décidé de faire. Au nom d'un Protocole qu'elle a piétiné elle-même en laissant faire et en validant, par son silence coupable, les élections présidentielles 2018 et les législatives 2020 au Mali. Chose qui a mené à cette situation.

Qui veut noyer son chien...

Le monde entier a vu IBK démissionner et s'expliquer sur les ondes de la télévision nationale. Le monde entier a appris que le même IBK a eu l'honnêteté de répondre aux émissaires de la CEDEAO qu'il n'avait pas démissionné sous la contrainte mais de son plein gré en prenant conscience du fossé abyssal qui le séparait du peuple malien : civils et militaires. Avec tout ça, (qui veut noyer son chien l'accusé de rage), ceux qui s'apparentent à des ennemis du Mali ont galvanisé la thèse du coup d'État pour se donner les moyens de punir un peuple qui s'est dressé contre la tyrannie et pour sa dignité. Les mêmes soutiennent ailleurs sur notre terre les mêmes actions posées par d'autres peuples avec frénésie.

La CEDEAO, cela ne fait pas de différence qu'elle soit sous influence ou pas, fait partie de ces organisations très enclines à enfoncer le Mali et à l'enterrer. Aussi, avant même que l'encre avec laquelle IBK a signé sa lettre de démission ne sèche, la CEDEAO avait déjà décrété l'embargo total, rien ne rentre et rien ne sort, sur le Mali « avec effet immédiat ». C'est une condamnation à mort lente pour tout un peuple.

La communauté internationale est lente d'habitude dans ses actions comme une tortue pa-



ralyrique. Mais pas avec le Mali. Ce fût le cas en 2012 : une fois le changement de pouvoir opéré, l'embargo a suivi. Dans le cas de cette année, certains chefs d'État ont proposé d'exclure les denrées de première nécessité, les médicaments, le carburant et l'électricité du champ des sanctions. Heureusement qu'ils ont su exprimer leur empathie pour le peuple malien avec une voix forte qui a été entendue. La CEDEAO a découvert depuis 2012 que sa stratégie de chantage à l'embargo fonctionne avec les maliens. Elle est donc dans une logique de couteau sous la gorge avec le CNSP qu'elle a isolé du reste du Mali et qu'elle a réussi à bluffer.

Si la CEDEAO avait dépêché ses émissaires pour réellement aider le Mali, elle devait d'abord venir écouter le CNSP, échanger avec lui et ensuite proposer aux maliens de se concerter pour se mettre d'accord sur l'inévitable transition. Au lieu de cela, elle s'est enfermée, avec le CNSP, dans un format de tête-à-tête basé non pas sur le dialogue mais celle de dicter et de faire chanter.

Carton jaune pour le CNSP

C'est cette posture qui a poussé, à notre avis, le CNSP à commettre, on va dire, cette double faute d'inattention qui a consisté à convoquer une rencontre d'échanges avec la classe politique et la société civile le vendredi 28 pour le lendemain samedi 29. Impossible ! Sans oublier l'indélicatesse d'avoir oublié d'inviter le M5-RFP, leur partenaire naturel.

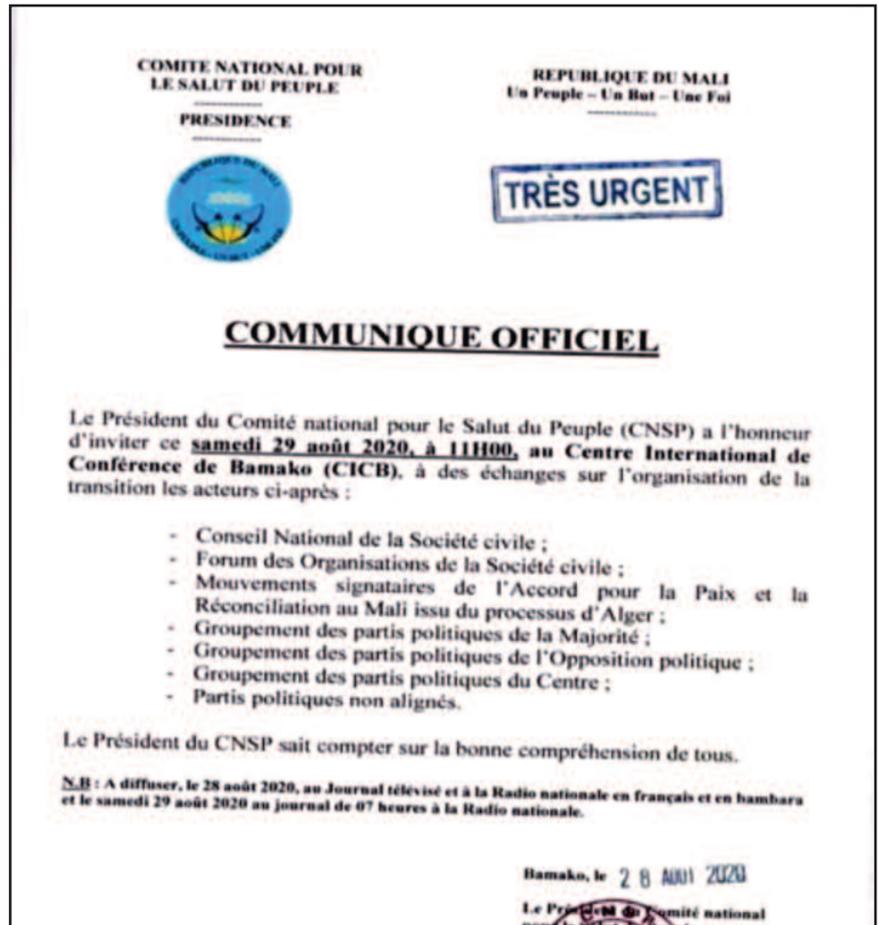
Nous allons donc opter pour la faute d'inattention favorisée par les harcèlements et l'intransigeance agressive de la CEDEAO. Du coup, le colonel Hassimi Guindo et ses collègues ont dû décommander la dite rencontre à la toute dernière minute.

(Voir le second communiqué en encadré).

De retour de mission, les chefs d'État de la CEDEAO ont siégé pour décider du maintien du principe des sanctions. Toujours en recourant au chantage à l'embargo : la levée des sanctions sera graduelle au fur et à mesure de la soumission du Mali à ses desideratas.

Le CNSP est désormais averti avec ce couac ; il écope d'un carton jaune : il ne doit pas oublier qu'ils ne sont pas seuls au Mali.

■ Amadou TALL



Gestion de la transition : L'imam Dicko met en garde le CNSP

Au cours de la cérémonie de prière consacrée aux victimes des événements des 10, 11 et 12 juillet 2020, l'imam Mahmoud Dicko a lancé un message fort au comité national pour le salut du peuple (CNSP) qui a reçu la démission d'IBK. Est-ce des menaces ou des conseils ?



L'imam Dicko, la figure de proue de la contestation contre le régime déchu, n'entend pas abdiquer. Après la chute d'IBK, il avait annoncé que sa mission était terminée et qu'il retourne à la mosquée pour officier la prière. Il a précisé et affiné sa pensée, lors de cette cérémonie par des mises au point à l'adresse des membres du comité national pour le salut du peuple.

Après les séances de prières, l'imam Dicko a dit ceci : « **J'ai un message clair à faire passer. Désormais personne ne donnera un chèque en blanc aux jeunes (CNSP). Personne ne fera ce qu'il veut de façon anarchique dans ce pays, c'est fini. Permettez-moi de saluer les jeunes héros qui sont venus parachever les luttes de plusieurs jours. Je leur demande de tenir leur parole. Ce sont nos frères et nos enfants. Je leur demande de ne pas commettre les mêmes erreurs que les anciens. Qu'ils s'asseyent avec le M5**

ainsi que toutes les forces vives pour parler dans la dignité et dans l'entente. Qu'ils arrêtent de se la jouer solitaire dans leur coin. Ils sont enfermés là-bas dans leur coin, les gens y font des va-et-vient. Qu'ils facilitent la situation et allègent la souffrance des Maliens. Ils sont censés être la solution, ne pas être des problèmes en plus. Je me dois de leur dire ce message. Ils ont du respect pour moi mais cela ne m'empêche pas de leur dire la vérité. Qu'ils veillent à ce qu'on continue dans la dignité. Je suis retourné dans la mosquée mais n'oublions pas que la mosquée est au Mali. Je suis retourné dans la mosquée mais je reste dans le Mali », a-t-il martelé.

Il en a profité pour faire un vœu qui lui tient à cœur. « **Je demande à Dieu de nous faire ramener Soumaila Cissé d'ici le vendredi prochain », a-t-il souhaité.**

Visiblement la junte a pris au sérieux ce mes-

sage qui n'est pas tombé dans l'oreille de sourds. La rencontre initialement prévue avec l'ensemble de la classe politique et de la société civile a été reportée sine die. Ce qui sous-entend que les responsables du mouvement du 5 juin – rassemblement des forces patriotiques vont pleinement jouer le rôle qui est le sien. Dans la foulée, une rencontre nocturne a été organisée entre le M5 et le comité national pour le salut du peuple à Kati.

A en croire Issa Kaou Djim, cette rencontre était une prise de contact et elle a permis aux deux acteurs majeurs du changement d'accorder leurs violons. « **Nous allons avancer l'ensemble dans l'intérêt du peuple malien. En essayant d'avoir des concertations, de montrer que c'est l'armée du peuple, qu'elle a un caractère inclusif. C'était bon de créer un cadre de concertation », a-t-il indiqué.**

Selon Choguel Kokalla Maïga, le comité national pour le salut du peuple est l'organe politique de l'armée qui a opéré le changement le 18 août 2020. Cet organe a parachevé la lutte héroïque du peuple malien, portée par le M5-RFP. Ces deux acteurs naturellement doivent convenir et harmoniser leur position sur le sens qu'il donne au changement. Ces positions du M5 sont connues depuis des mois. Les positions du CNSP ont été brièvement énoncées dans leur première déclaration ou il a été dit qu'il y aura une transition politique civile. Entre temps, il y a eu des discussions avec la Cédéao. « **Aujourd'hui, la question sur laquelle nous nous sommes focalisés, c'est comment nous voyons la transition. Je vous avais dit, il y a quelques jours que le M5 a élaboré un document sur la transition. Notre souhait est qu'il ait une articulation harmonieuse entre les positions du M5 et celle du CNSP. Il va s'en dire que c'est une première rencontre de prise de contact qui ne pouvait pas nous permettre d'aller au fond du débat parce que le document que nous avons élaboré, vient d'être remis au CNSP qui a besoin d'un certain temps pour l'examiner et de le confronter sa propre vision. Nous avons convenu que nous aurons une deuxième séance de travail », a-t-il dit.**

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Que sont-ils devenus ? Maimouna Hélène Diarra : Sous les vivats de la Rue publique

En plus d'avoir été une athlète confirmée avec le brassard de capitaine de l'équipe de San (région de Ségou) dans sa jeunesse, Maimouna Hélène Diarra n'est plus à présenter. Elle s'est en effet distinguée dans des films, des pièces de théâtre, des sketches ; à la radio et à la télé. Elle était au bord des larmes quand nous avons cherché à savoir pourquoi elle a choisi l'art et si elle regrettait ce métier. Elle soutient être l'enfant chouchou des Maliens. La preuve ? Partout où elle passe, c'est des honneurs. Dans son quartier, elle n'achète presque rien, à la station d'essence, des inconnus lui achètent le carburant. Idem à Canal+. Des policiers lui cèdent le passage, en bloquant d'autres véhicules. Et si par hasard d'autres l'arrêtent, ils finissent par lui donner le prix de la noix de kola pour s'en excuser. Mieux aux moments des manifestations de désobéissance civile du M5-RFP, les jeunes dégagent la route pour elle seule. Des présidents successifs du Mali, Alpha Oumar Konaré, ATT et IBK l'ont décorée, respectivement de la médaille du Mérite national, de chevalier de l'Ordre national et d'officier de l'Ordre national. Et de nous interroger si un autre métier pouvait lui rapporter tant de respect et de considération ? En un mot, il plait aux Maliens de lui faire plaisir. Certes, elle n'est pas riche, mais elle ne manque de rien. Pour Maimouna Hélène Diarra, le comédien est le porteur des "sans voix", qui pose un problème, étale les tares de la société afin que le pouvoir et le peuple en tirent les enseignements nécessaires. Et en conséquence, corriger les carences, sans surtout s'en prendre aux comédiens. Et de rappeler une réaction de l'ancien président Moussa Traoré, qui a défendu au ministre de la Culture de censurer la pièce de théâtre Féréké Gnagamibougou, qui critiquait ouvertement certaines pratiques de l'Union démocratique du peuple malien. Le chef de l'Etat alors a invité tous ses ministres à demeurer des modèles, pour éviter les foudres des comédiens. Par conséquent, Maimouna Hélène estime que le comédien ne doit

pas faire de la politique à visage découvert au risque d'être entravé par ses convictions politiques.

La comédienne est notre héroïne de la semaine, pour l'animation de la rubrique "Que sont-ils devenus ?" Qu'est-ce qui explique son choix pour l'art ? Pourquoi et comment elle a décidé de rejoindre l'ORTM après dix ans dans le théâtre ? Quel est son secret pour jouer à la perfection tous ses rôles au théâtre comme au cinéma ? La gestion de sa retraite ? Ses bons et mauvais souvenirs ? La tata nationale des jeunes du Mali, dans un état âme inégalé retrace son parcours.

Dotée d'un sens élevé du social, elle nous a reçus dans une de ses familles à Tomikoro-bougou non loin du Groupement mobile de sécurité (GMS).

Née dans une famille mixte (musulmane et chrétienne), Maimouna Hélène Diarra a perdu

très tôt sa mère. Elevée par son oncle, avec l'assistance de ses tontons, sa grand-mère, elle dit avoir reçu une éducation normale sans se rendre compte de l'orphelinat. Admise au diplôme d'études fondamentales (DEF), en 1975, elle est orientée à l'Institut pédagogique national pour être enseignante. Elle rêvait plutôt de blouse rose pour devenir sage-femme, sauf qu'elle a échoué au concours d'entrée à l'Ecole secondaire de la santé (ESS).

Il lui restait en ce moment de donner une valeur à son DEF, en intégrant un établissement, où elle pouvait se rendre utile, son niveau en littérature étant très acceptable. Des aînés lui conseillèrent l'Institut national des arts pour apprendre la musique ou le dessin bâtiment. Déjà fascinée par les pièces de théâtre du Groupe dramatique national lors de ses tournées à l'intérieur, Maimouna Hélène optera finalement pour le théâtre.

A peine a-t-elle commencé les cours que feu Minanba Kéita, un dirigeant du Djoliba pour l'avoir connue à San, l'approchera pour qu'elle joue dans l'équipe féminine de basket-ball des Rouges de Bamako, avec les Pinpin, Adiza Maïga, Salamata Maïga, Seynabou Diop (l'ancienne ministre des Infrastructures et de



l'Équipement). Elle aura passé deux ans 1975-1977 avec une présélection en équipe nationale.

Une carrière sportive écourtée par son arrestation. Pourquoi et comment ? Maïmouna Hélène Diarra explique : "C'est à la suite de la grève estudiantine dirigée par Boniface que j'ai été arrêtée au terrain d'entraînement du Djoliba parce que j'étais membre du comité UNEEM de l'INA. Nous avons été matés et maltraités pendant deux jours. A notre libération, je suis retournée à Ségou pour retrouver mes esprits. Pendant ce temps de réflexion, j'ai décidé de tourner dos au basket-ball, pour me consacrer à mes études. Surtout que pendant les vacances, je jouais avec le Groupe dramatique pour forger mon talent".

Victime de la fermeture des classes, Maïmouna Hélène Diarra décroche son diplôme de l'INA en 1981, et d'emblée elle se fait découvrir par le public pendant au moins dix ans dans divers rôles : "Gouverneur de la Rosée", "Bura Musso Djugu", "Nabou Ndiaye", "Bougougnery", "Wari I et II", "Féréké Gnagami-bougou", des pièces de théâtres français tournés à Paris, Antigone, EDIP, Salina.

Tournant

Son talent de comédienne confirmée suffit pour expliquer son saut dans le cinéma, dans des films comme : "Finyé", "Finzan", "Niamanto", "Guimba le Tyran", "La Genèse", "Bamako", "Kabala", "Rapt à Bamako", "Taffé Fangan", "Sya", "Faro", "Moolaadé" de Sem-

bene Ousmane.

Contre toute attente elle décide de quitter le théâtre pour l'ORTM en 1990. Pourquoi ? Elle évoque des raisons personnelles sans autre détail. Son ministre de tutelle Diadié Dagnoko, qui devait émettre un avis sur sa demande de transfert au ministère de la Communication ne s'est pas rendu compte qu'il perdait un maillon important de l'art malien. Selon elle, il n'a pas cherché à arrêter le processus, le coup était déjà parti. En allant à l'ORTM, Maïmouna Hélène Diarra envisageait de faire la caméra, parce que cette denrée est rare dans la gent féminine. Mais le directeur lui conseilla la radio, compte tenu de ses expériences.

Assistante de presse et de réalisation à l'ORTM, elle animait des émissions à la radio, en plus des productions, des avis et communiqués, du journal en bambara. A la télé, elle animait aussi des émissions. C'est en 2015 qu'elle a fait valoir ses droits à la retraite. Que retient-elle de sa longue et riche carrière ?

"Durant ma carrière, je n'ai connu que de bons souvenirs, parce que le théâtre me plaisait. C'est le traitement que le département faisait de nous qui décourageait. A l'intérieur du pays, nous avions mille (1 000 F CFA) comme frais de mission quel que soit le nombre de jours ou de spectacles. La seule explication, selon laquelle nous étions des fonctionnaires ne tenait pas debout. Cela a découragé beaucoup de comédiens, qui ont profité de la politique de retraite anticipée pour quitter le groupe dramatique".

Que fait-elle de sa retraite ? Le repos est son quotidien, avec des visites chez ses parents. Pour demeurer dans l'art, Maïmouna Hélène Diarra a créé la nuit du comédien. Ce qui est un espace pour rendre hommage aux comédiens et artistes disparus, de décerner des diplômes de reconnaissance et d'encouragement aux comédiens en herbe.

Cependant, nous ne pouvions prendre congé de notre héroïne de la semaine sans lui poser la question de savoir comment elle réussit tous les rôles qu'elle interprète ? Son secret n'est autre que l'ambiance qui a toujours régné dans sa famille, l'observation de l'environnement, de l'entourage. Parce que la formation ne fait pas un bon comédien, elle inculque juste les B.A.-BA. Le reste du temps, il faut être naturel, pour la simple raison qu'il est impossible de tricher en théâtre.

Regrette-t-elle le théâtre ? Non, affirme-t-elle ajoutant que si c'était à refaire elle choisirait une fois de plus l'art, tout en rendant hommage à son professeur de nationalité grecque Arma Dreyfus.

Musulmane Maïmouna Hélène Diarra a effectué le pèlerinage à La Mecque en 2019. Ce qui nous a surpris, parce que nous avons toujours cru qu'elle était chrétienne. D'où notre question de comprendre si le pèlerinage dont elle parle s'est fait à Kita ? Elle nous avouera alors que son père était un musulman.

■ O. Roger

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Cinéma : Décès de Chadwick Boseman, star de « Black Panther », terrassé par un cancer

L'Américain Chadwick Boseman, star du succès planétaire des studios Marvel « Black Panther », est décédé à 43 ans, après une bataille contre le cancer menée pendant quatre ans en privé, a indiqué vendredi son agent.

L'Américain Chadwick Boseman, star du succès planétaire des studios Marvel « Black Panther », est décédé à 43 ans, après une bataille contre le cancer menée pendant quatre ans en privé, a indiqué vendredi son agent.

dans ce dossier

« Black Panther » : pourquoi l'Afrique en est-elle si fière ?

« Black Panther » : pourquoi l'Afrique en est-elle si fière ?

Black Panther : un comic pour Shuri, petite sœur de T'Challa

« Black Panther », un miroir pour les Africains
« Incarner le roi T'Challa dans Black Panther avait été le grand honneur de sa carrière », a affirmé sa famille dans un communiqué publié sur les comptes de Boseman sur les réseaux sociaux. « Il est mort chez lui, entouré de sa femme et de sa famille », ajoute le texte.

Diagnostiqué avec un cancer du colon en 2016, Chadwick Boseman n'avait jamais publiquement parlé de son état et avait continué à tourner sur les plateaux des grands films hollywoodiens tout en subissant « d'innombrables opérations et chimiothérapie », a encore précisé sa famille. « C'était un vrai combattant. Chadwick a persévéré à travers tout cela », ont ajouté ses proches dans le communiqué.

Premier super-héros noir

Avec « Black Panther » sorti en 2018, Boseman était devenu le premier super-héros noir à qui un film de la franchise Marvel était entièrement consacré. Réalisé par Ryan Coogler, « Black Panther » avait rassemblé, outre Boseman, un casting d'acteurs noirs parmi les plus prisés de Hollywood (l'oscarisée Lupita Nyong'o, Angela Bassett, Forest Whitaker, Daniel Kaluuya) et bénéficié d'un budget de production et de promotion faramineux.

Adaptation des aventures du premier super-héros noir créé par le studio Marvel Comics en 1966, le film raconte le combat mené par le



roi T'Challa pour défendre sa nation de Wakanda, un pays africain prospère, accueillant des réfugiés et étendant sa technologie aux nations plus pauvres. Nominé pour l'Oscar du meilleur film – une première pour une adaptation de bande dessinée – et encensé par la critique, « Black Panther » avait généré plus d'un milliard de dollars de recettes au box-office. Ce film avait été célébré aux États-Unis comme un moment culturel important.

De Jackie Robinson à James Brown

Avant ce rôle, le plus important de sa carrière, Chadwick Boseman avait incarné la légende du baseball Jackie Robinson dans « 42 » de Brian Helgeland en 2013, le plus gros succès de l'histoire d'Hollywood pour un film de baseball. Il avait été loué aussi pour son interprétation du chanteur James Brown dans « Get on Up » de Tate Taylor en 2014.

Plus récemment, il était apparu dans « Da 5 Bloods » de Spike Lee. Il devait en outre reprendre le rôle de T'Challa dans un deuxième opus de « Black Panther » prévu pour 2022. Né en Caroline du Sud, fils d'une infirmière et d'un petit entrepreneur, Chadwick Boseman avait aussi des origines au Sierra Leone.

« Il a inspiré plusieurs générations »

La nouvelle de sa mort a suscité des réactions émues au-delà d'Hollywood. Le candidat démocrate à l'élection présidentielle Joe Biden a aussitôt salué la mémoire de l'acteur. « Le vrai pouvoir de ChadwickBoseman était supérieur à tout ce que nous avons vu à l'écran. De Black Panther à Jackie Robinson, il a inspiré plusieurs générations et leur a montré qu'on pouvait être tout ce que l'on désire – même des super-héros », a tweeté Joe Biden.

Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du FAD des 26 et 27 août 2020 : Communiqué final de la 55e Assemblées annuelles de la BAD et de la 46ème assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du FAD des 26 et 27 août 2020

Nous, les Gouverneurs représentant les pays membres de la Banque africaine de développement et les États participants du Fonds africain de développement (le « Groupe de la Banque »), nous sommes réunis en ligne, du 26 au 27 août 2020, sous la présidence de Mme NIALÉ KABA, Ministre du Plan et du Développement de la Côte d'Ivoire et Présidente des Conseils des Gouverneurs, pour participer aux Assemblées annuelles 2020 :

1. Nous prenons note des énormes défis posés par la pandémie de COVID-19, et notamment des graves perturbations qu'elle engendre dans les plans de développement de nos pays membres régionaux (PMR). À cet égard, nous félicitons le Groupe de la Banque d'avoir adopté la Facilité de réponse rapide à la Covid-19 (CRF) pour fournir une gamme flexible de solutions exceptionnelles de soutien afin d'atténuer les graves conséquences économiques et sociales de la pandémie au sein de nos PMR. Nous appelons à la mise en œuvre effective de la CRF, dans le respect du cadre de stabilité financière de la Banque, afin que ses nobles objectifs puissent être atteints et à l'adaptation des interventions du Groupe de la Banque pour faire face aux défis occasionnés par cette pandémie persistante, à moyen et à long termes. Nous félicitons également les Conseils d'administration, la haute Direction et le personnel pour avoir adopté les mesures temporaires adéquates ayant permis d'assurer la continuité des opérations du Groupe de la Banque malgré les perturbations.
2. Nous nous félicitons de l'attention soutenue que le Groupe de la Banque accorde à la préservation de la solidité financière de l'institution en actualisant son cadre de viabilité financière, et nous encourageons l'adoption de nouvelles mesures pour créer des coussins de



sécurité, gérer les niveaux de prêt et adopter des mesures automatiques destinées à préserver les seuils et les ratios d'adéquation des fonds propres pendant la pandémie.

3. Compte tenu des perspectives très incertaines liées à la pandémie, nous invitons le Groupe de la Banque à poursuivre la mise en œuvre de ses programmes en accordant une attention particulière à la gestion des risques financiers et opérationnels qui pourraient survenir, afin de préserver sa capacité à remplir sa mission de développement de la manière la plus efficace possible.
4. Nous prenons note des déclarations faites lors du dialogue des Gouverneurs, portant sur le vaste programme de réformes entré en vigueur par le Groupe de la Banque dans le cadre de la septième augmentation générale du capital (AGC-VII) et de la quinzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-15). Tout en nous réjouissant des mesures prises à ce jour pour mettre en œuvre le programme de réformes, nous exhortons le Groupe de la Banque à redoubler d'efforts pour honorer pleinement et en temps voulu les di-

vers engagements pris, en vue d'affiner son orientation stratégique, d'améliorer son efficacité et son efficacité tout en garantissant la viabilité financière, de renforcer sa capacité à produire des résultats à grande échelle, et de consolider sa position pour optimiser son impact en tant que partenaire de développement de confiance sur le continent. Nous exhortons les conseils d'administration, le Président, la haute direction et le personnel à travailler de manière constructive et proactive à la mise en œuvre de ce programme.

5. Nous reconnaissons la pertinence continue des cinq domaines de priorité inscrits dans les High 5, en mettant l'accent sur la sélectivité, avec pour objectif de contribuer à combler le déficit de financement des infrastructures dans les domaines où la Banque a un avantage comparatif, tels que les transports, télécommunications, l'agriculture, l'énergie et l'économie numérique. Nous reconnaissons le rôle critique des infrastructures de santé de qualité pour le continent africain. À cet égard, la Banque doit encore mieux articuler le développement de son rôle dans ce domaine, en

prenant en compte les expertises des autres partenaires au développement dans ce domaine et ses capacités internes.

6. Nous exhortons le Groupe de la Banque à renforcer ses fonctions de gouvernance interne, de conformité, de contrôle et de responsabilité pour s'aligner sur les bonnes pratiques des institutions sœurs. À cet égard et dans un esprit d'unité et de collaboration, nous autorisons la création d'un Comité ad hoc du Conseil des gouverneurs chargé de superviser la revue du cadre de gouvernance de la Banque en matière d'éthique et de traitement des plaintes. Cette revue portera sur la politique de dénonciation et de traitement des griefs, le code de conduite des dirigeants élus, le mandat du Comité d'éthique et toute autre règle pertinente, et visera à les mettre à jour afin de renforcer la gouvernance du Groupe de la Banque, de garantir les plus hauts niveaux de responsabilité, de crédibilité et d'intégrité et de promouvoir la transparence et l'indépendance. Nous sommes convenus de nous réunir à nouveau sur cette question lors des prochaines Assemblées annuelles afin d'évaluer les conclusions et les recommandations de cette revue.

7. Nous invitons le Groupe de la Banque à continuer à renforcer la concentration de son action sur les domaines dans lesquels il possède un avantage comparatif sur les autres banques multilatérales de développement dans le paysage mondial du développement, tout en recherchant des synergies et des collaborations avec d'autres partenaires de développement dans d'autres domaines en vue d'accélérer la mise en œuvre de ses objectifs prioritaires au titre des High 5, des objectifs de développement durable en Afrique et des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. À cette fin, nous conseillons vivement au Groupe de la Banque d'approfondir sa collaboration avec l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER) pour accélérer l'intégration et la transformation économique et sociale de l'Afrique, notamment en vue de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine, qui a tout le potentiel pour augmenter la croissance du continent, accroître sa compétitivité, améliorer le climat des affaires, et développer les investissements et les chaînes de valeur régionales et continentales.

8. Nous encourageons le Groupe de la Banque

à intensifier le soutien qu'il apporte aux PMR pour renforcer leurs capacités dans le développement d'infrastructures de qualité, la mobilisation des ressources nationales, la création d'emplois de qualité, l'aide en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes, la gestion des finances publiques, la gestion de la dette, la transparence, le développement du secteur privé, la lutte contre la corruption et les financements illicites, la lutte contre le changement climatique, l'adoption d'approches qui garantissent la sécurité énergétique, élargissent l'accès à des services énergétiques abordables et fiables et stimulent le développement à faible émission de carbone, conformément à des plans d'action nationaux en faveur du climat, tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN), et selon une stratégie axée sur l'alignement de ses investissements sur les principes énoncés dans les accords internationaux sur le climat, y compris notamment l'Accord de Paris, sur la base du cadre commun des BMD, adopte lors de la COP24 et l'utilisation continue des énergies renouvelables pour parvenir à une croissance économique inclusive.

9. Nous encourageons des investissements soutenus du secteur privé dans les PMR. À cet égard, nous appelons le Groupe de la Banque à soutenir davantage les politiques sectorielles et les réformes réglementaires en vue de promouvoir un environnement favorable aux entreprises et de tirer parti des nouveaux engagements financiers importants pris en faveur de projets en Afrique, y compris par le biais du Forum pour l'investissement en Afrique.

10. Nous appelons le Groupe de la Banque à renforcer son efficacité pour répondre aux besoins uniques des PMR qui peuvent se trouver dans des situations de fragilité et de conflit, ainsi qu'aux besoins des États insulaires, des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, notamment en préconisant et en encourageant des cadres de politique macroéconomique prudents, et en fournissant des conseils avisés sur la viabilité de la dette en coordination avec le FMI et la Banque mondiale. Nous encourageons également le Groupe de la Banque à identifier les moyens lui permettant de soutenir l'initiative du G20 portant sur la suspension des obligations de service de la dette des pays à faible revenu et à déployer plus de moyens humains dans les États en situation

de fragilité.

11. Nous invitons le Groupe de la Banque à renforcer ses capacités et ses ressources pour consolider la mise en œuvre de ses sauvegardes sociales et environnementales et moderniser le système intégré de sauvegarde et apporter des améliorations continues au mécanisme de responsabilisation afin que les parties lésées puissent faire entendre leur voix et demander réparation.

12. Nous appelons le Groupe de la Banque à intensifier son engagement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans ses opérations afin de contribuer davantage au progrès humain et à la transformation structurelle dans les PMR. À cet égard, nous félicitons le Groupe de la Banque pour les partenariats qu'il est en train de mettre en place pour accroître l'autonomisation économique des femmes et leur accès au financement, notamment par le biais de l'Action positive pour le financement en faveur des femmes en Afrique (AFAWA), qui doit être mise en œuvre dans les tous prochains mois.

13. Nous demandons au Groupe de la Banque de redoubler d'efforts en vue d'offrir plus d'opportunités et des emplois de meilleure qualité aux jeunes pour contribuer à endiguer la migration hors du continent. En conséquence, nous invitons la Banque à mieux intégrer l'impact sur l'emploi, notamment des jeunes, comme critère de sélection des opérations financées par la Banque.

14. Nous félicitons les Conseils d'administration, la Direction et le Personnel du Groupe de la Banque pour la performance opérationnelle et financière enregistrée en 2019 et saluons l'avis sans réserve des auditeurs externes du Groupe de la Banque sur les états financiers clos le 31 décembre 2019, qui ont confirmé l'efficacité des contrôles internes du Groupe de la Banque.

15. Nous avons réélu Dr. Akinwumi Ayodeji Adesina de la République fédérale du Nigeria comme Président du Groupe de la Banque pour les cinq prochaines années à compter du 1er septembre 2020. Nous le félicitons pour sa réélection, nous engageons à le supporter et lui souhaitons plein succès dans la conduite des travaux du Groupe de la Banque;

16. Nous attendons avec intérêt les prochaines Assemblées annuelles prévues du 24 au 28 mai 2021, à Accra, au Ghana.

Côte d'Ivoire / Démission du Préfet d'Abidjan : Voici la réaction de l'artiste chanteur, Meiway

Toh Bi Irié, préfet du district d'Abidjan a démissionné de son poste le mercredi 26 août 2020. La nouvelle de sa démission a créé de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. Après sa démission, l'artiste Chanteur Meiway a profité de cette occasion pour passer un message.

Comme l'ont relaté plusieurs autres médias, le préfet de la ville d'Abidjan a rendu sa démission mercredi. La nouvelle a suscité de vives réactions sur la toile. Après cette démission, Meiway, artiste chanteur ivoirien, auteur de plusieurs tubes musicaux a posté un message sur son compte Instagram.

"À peine le président Alassane Ouattara investi par son parti pour un 3e mandat anticonstitutionnel, le haut fonctionnaire d'état, préfet hors grade de la ville d'Abidjan, M. Vincent Toh Bi Irié démissionne...", a-t-il écrit sur sa page. Poursuivant, Meiway a adressé un message assez émouvant aux Ivoiriens en faisant les éloges du préfet démissionnaire. "Je n'ai pu résister à la tentation de vous présenter le premier représentant de l'Etat ivoirien dans la région d'Abidjan à rentrer dans l'histoire politique



de la Côte d'Ivoire en renonçant à sa mission régalienne au nom de sa dignité... Respect. Ivoiriens et Ivoiriennes la mère Patrie vous regarde... à suivre, à poursuivre et à faire suivre...", a-t-il déclaré.

Juste après l'annonce du Chef de l'Etat, le 6 août dernier de briguer un autre mandat à la

tête du pays, Meiway a adressé un message à M. Alassane Ouattara. "En succombant à la tentation et à l'éternité politique, vous risquez de faire sombrer la Côte d'Ivoire dans un chaos que nous croyons éloigné à jamais", avait déclaré dans une vidéo postée sur réseaux sociaux.



Mamoutou Touré dit Bavieux, président de la Femafoot en exclusivité : “Le nouveau Centre technique sera l’un des plus grands et des plus modernes que la Fifa a financés en Afrique.

Et la Fifa va doter chaque ligue d’un siège moderne” “Le championnat ira à son terme et nos règlements seront appliqués”

29 août 2019-29 août 2020. Cela fait exactement un an que Mamoutou Touré dit Bavieux est à la tête de la Fédération malienne de football. A cette occasion, le patron du football malien nous a accordé une interview exclusive dans laquelle il évoque plusieurs sujets, notamment le championnat national Ligue 1 avec le Carré d’AS et le Play-off, les différentes réformes en cours, le partenariat avec la Fifa et la Caf, le Fonds Covid-19 destiné aux fédérations nationales... Selon lui, le Mali sera bientôt d’un nouveau Centre technique qui sera l’un des plus grands et des plus modernes que la Fifa a financés en Afrique. Avant de préciser que la Fifa va également financer la construction d’un siège moderne pour chacune de nos neuf Ligues Régionales. S’agissant du championnat Ligue 1, Bavieux Touré promet la fin de la saison d’ici fin septembre. Il précise aussi que le championnat Ligue 1 ira à son terme et les règlements seront appliqués.

Aujourd’hui-Mali : 29 août 2019-29 août 2020, cela exactement une année que vous êtes à la tête de la Fédération malienne de football, alors quel sentiment vous anime-t-il aujourd’hui ?

Mamoutou Touré : Notre élection à la tête de la Fédération malienne de football est intervenue à la suite d’une transition assurée par un comité de normalisation. Nous sommes donc conscients de l’énormité de la tâche, mais nous sommes suffisamment armés pour la surmonter.

Sans vous demander de dresser un bilan, quel commentaire faites-vous de cette première année ?

Comme vous le dites, il est trop tôt de tirer un bilan. Cependant, nous avons fait un grand pas dans la satisfaction des promesses que nous avons faites aux acteurs du football Malien.

Néanmoins, il y a certains grands acquis que vous reprenez particulièrement ?

Comme indiqué, tout à l’heure, nous avons ouvert de grands chantiers pour la refondation de notre football en le dotant d’instruments pour sa promotion. Sur le plan institutionnel, nous avons commandité un audit dont les conclusions nous permettront d’engager une réorganisation de l’administration de la Femafoot pour la rendre plus performante.

Avec l’appui de la Fifa, le Mali a été élu dans le programme PST. Ce qui permettra à la Femafoot de bénéficier de l’appui technique de la Fédération française de football (FFF) qui enverra dans les jours à venir un expert pour nous assister dans la réorganisation de notre Direction technique nationale. Notre rêve est de faire de cette structure la véritable cheville ouvrière pour moderniser le football malien. Parallèlement, nous avons pu valider, auprès de la Fifa, notre projet-phare de construire un Centre technique digne de notre pays et sa jeunesse. Il y a quelques jours, nous avons eu l’opportunité de présenter les maquettes de ce futur centre technique à la télévision nationale. Concomitamment, la Fifa va financer la construction d’un siège moderne pour chacune de nos neuf ligues régionales.

Cette première année a sans doute fait les frais de la pandémie de Covid 19 ?

C’est vraiment frustrant de constater que la pandémie de Covid-19 a freiné notre élan. D’abord elle a entraîné un retard considérable

dans l’accomplissement de nos compétitions, engendrant du coup des charges imprévues. En un mot, la Covid 19 a véritablement contrarié nos plans.

Quels sont aujourd’hui vos rapports avec le département de la Jeunesse et des Sports et le Comité national olympique et sportif du Mali (Cnosm) ?

Avec le Département de la Jeunesse et des Sports, nos rapports sont bons et il ne pourra en être autrement car c’est notre autorité de tutelle. Il est évident que, dans toute relation, il peut y avoir des divergences sur certaines questions, mais il faut être intelligent pour les surmonter pour le bien du football.

Avec le Comité national olympique et sportif du Mali, nous avons les meilleurs rapports qui puissent exister entre partenaires. Le Comité national olympique a un rôle éminemment important dans le développement du sport dans notre pays.

Et les ligues régionales, les présidents des clubs ?

Dans notre conception, il y a une responsabilité partagée entre nous-mêmes, les présidents des Ligues régionales et ceux des clubs. C’est vrai, au sortir des élections du Comité exécutif, certaines personnes tardent à tourner la page et de faire face à notre responsabilité commune de développer le football de notre pays. Et c’est dommage !

Pour notre part, le Comité exécutif et son président en tête, sommes disposés, et cela sans malice ni faux fuyant, à collaborer avec tous les acteurs du football de notre pays pour le bien-être de tous.

Naturellement avec la Fifa et la

Caf ?

Avec la Fifa et la Caf, les rapports sont excellents. Ces deux institutions ont une énorme estime pour notre pays et pour son football en raison des talents qu'il renferme. L'excellence de nos relations avec la Caf et la Fifa s'affirme par leur assistance multiforme à l'endroit de la Fémafoot.

Le Mali est l'un des pays à bénéficiaire d'un 2ème Centre technique, après celui de Kayo. Pouvez-vous nous parler de cet ambitieux projet ?

Nous le disions plus haut, ce nouveau Centre technique de la Fémafoot qui sera érigé dans l'enceinte du Centre Ousmane Traoré de Kabilia, sera l'un des plus grands et les plus modernes que la Fifa a financés en Afrique. Il sera bâti sur une superficie de 15ha et comportera un hôtel de 4 étoiles avec une cinquantaine de chambres pour les Aigles, trois terrains de jeu dont deux en gazon naturel et un en surface synthétique, deux bâtiments devant servir de dortoir et de salles de classe pour des formations des jeunes joueurs. Une partie de ces bâtiments sera destinée au football féminin. C'est la première fois que la Fifa finance la construction d'un deuxième centre au profit d'une même association.

Vous avez aussi décidé de doter chaque ligue régionale d'un siège, qu'en est-il exactement ?

Une des pistes importantes de notre projet de développement du football de notre pays constitue aussi la construction d'un siège propre pour chacune de nos ligues régionales. Vous savez, depuis l'indépendance de notre pays, aucune ligue n'a pu se construire un siège ; toutes sont en train de squatter soit des stades soit des bâtiments administratifs. Si tout se passe comme prévu, tous les bâtiments seront réalisés avant la fin de notre mandat.

En fait, c'est quoi le Fonds Covid-19 de la Fifa ?

Le Fonds Covid-19 est une initiative du président Infantino pour soutenir le football et



toutes les structures qui y sont liées. Il est évident que ce fonds ne saura régler tous les problèmes financiers du football. Malgré la modestie des parts allouées aux uns et aux autres, nous les exhortons à un meilleur usage et avec transparence.

Pouvez-vous nous parler de l'enveloppe que votre fédération a reçue ?

Le fonds Covid-19 que la Fémafoot a reçu est le même pour celui de toutes les Fédérations

du monde et il est de 1,5 million de dollars dont 500 000 pour le football féminin.

Comment avez-vous reparti la 1ère tranche de ce fonds d'un montant de 500 000 dollars US soit 272 millions de FCFA ?

Le Comité exécutif a décidé de répartir la totalité de l'enveloppe aux acteurs, c'est-à-dire les ligues, les clubs, les arbitres, les Groupements partenaires, notamment la presse sportive, l'association des supporters, le ministère

des sports pour l'entretien des stades. A titre d'exemple, chaque club de Ligue 1 a reçu 8 millions de Fcfa dont la moitié pour leurs joueurs licenciés.

Ce fonds a fait couler beaucoup d'encre et de salive, notamment les 10 millions Fcfa attribués au département des Sports. Quelle est votre appréciation ?

Effectivement, il y a eu beaucoup de spéculations autour de cette affaire de fonds Covid-19, mais Dieu merci, le Comité exécutif n'a pas été pris à défaut. Nous l'avons souligné lors de notre point de presse d'y il a une semaine, que le Comité exécutif sera transparent de bout en bout.

A quand la 2ème tranche du fonds Covid-19 de la Fifa ?

Le versement de la deuxième tranche est prévu au mois de janvier 2021. Cependant, l'octroi de cette tranche est subordonné à la justification de l'utilisation de la première tranche.

Et le cas du football féminin ?

Le versement de la part réservée au football féminin est imminent, mais nous ne pouvons pas vous dire en l'état quel jour cela interviendra.

Quelles sont les raisons de l'annulation du championnat national dames ?

Nous sommes confrontés à une question de temps, mais surtout une question d'insuffisance d'installations pour jouer simultanément les championnats de L1 (play-off et carré d'AS) et féminin ainsi que les éliminatoires de deuxième division de la Ligue régionale de Bamako.

Qu'en est-il du championnat national Ligue 1 ?

Le championnat de Ligue 1 se poursuivra jusqu'à terme par la grâce de Dieu. Nous avons déjà programmé et joué la dernière journée de la phase de poule. La commission chargée de l'homologation a déjà fini de faire le travail et

le classement général sera publié incessamment. Les équipes qualifiées pour le Carré d'AS et le Play-off sont déjà connues et ces deux phases vont débuter dans quelques jours.

Vous n'êtes pas au bout de vos peines, avec le refus de certains clubs de reprendre le championnat Ligue 1. Que va-t-il se passer (pour les clubs et pour la suite) ?

En tant que responsables chargés de la gestion du football dans notre pays, nous avons le devoir de mener à bien nos activités à terme. Nous avons fait tout ce que nos textes nous autorisent afin que tout ceux qui ont commencé puissent le terminer pour le bien du football malien. Cependant, à l'impossible nul n'est tenu. Sauf cas de force majeure indépendante de notre volonté, ce championnat ira à son terme et nos règlements seront appliqués.

Est-ce l'aube d'une nouvelle crise ?

Les oiseaux de mauvais augure prédisent une nouvelle crise, mais nous rassurons le public sportif malien qu'il n'y aura pas de crise car le Comité exécutif fait tout pour rester collé aux textes qui régissent notre football. Notre seul et unique souci est d'apporter un plus au football de notre pays.

Quelles sont vos recettes pour sauver la saison et préserver le renouveau du football malien ?

Sans tomber dans des polémiques stériles, la saison sportive 2019-2020 connaîtra son épilogue d'ici la fin septembre 2020 et le Mali fêtera son nouveau champion.

Monsieur le Président, qu'en est-il avec la mise en place des Commissions Indépendantes ?

Tel que suggéré par la Fifa, nous attendons la fin de toutes les compétitions fédérales, c'est-à-dire la Ligue 1 et la Ligue 2 pour identifier les membres à convoquer pour l'Assemblée générale ordinaire statutaire et à la suite une Assemblée générale extraordinaire pour faire élire les membres des Commissions indépen-

dantes

Depuis votre arrivée à la tête de la Femafoot, vous avez mis l'accent sur des réformes, de quoi s'agit-il ?

Les réformes dont il s'agit sont indispensables pour sortir notre football des querelles mesquines dues en grande partie aux insuffisances de nos textes. Présentement, une commission d'experts est en atelier pour préparer tous les textes essentiels pour une gestion efficace de notre football national. Avant la fin de notre mandat, nous allons faire adopter tous ces textes par une Assemblée générale de la Femafoot.

Les réformes vont concerner, aussi, la refondation de nos compétitions en introduisant un championnat professionnel et en réorganisant le football féminin et le football des jeunes. Au niveau de l'administration de la Fédération, nous allons créer des Directions ou Départements pour mieux gérer chaque pan du football.

Quel est l'agenda des Aigles du Mali ?

Il y a quelques jours, la Caf a rendu public son calendrier actualisé. Notre sélectionneur national est déjà à pied d'œuvre pour la préparation des échéances à venir.

Et les éliminatoires de la Can U17 et U20 ?

Compte tenu des bonnes performances du Mali dans ces secteurs, nous avons une obligation de résultats. Les entraîneurs de ces sélections ont déjà repris du service et sont en train de peaufiner leurs groupes respectifs.

Quel message avez-vous à l'endroit de l'ensemble des acteurs du football malien ?

A l'endroit des acteurs du football de notre pays, nous invitons chacun, à son niveau de responsabilité, à "mettre balle à terre" et penser à l'avenir de nos enfants qui ont choisi le football pour réaliser leurs rêves.



Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel

Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official